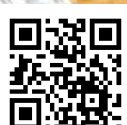


RÉCEPTION DE 260 CENTRES DE STOCKAGE,
MOBILISATION DE 1620 CAMIONS...

Des mesures pour réussir la campagne moisson-battage

L'Algérie se prépare activement pour la campagne moisson-battage 2024-2025. Lors d'une réunion nationale réunissant les directeurs des coopératives de céréales et de légumineuses sèches à l'échelle nationale, et en présence des cadres centraux du ministère et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa, a rappelé l'importance de la préparation proactive pour la campagne de moisson-battage, qui débutera effectivement au début du mois de mai dans les wilayas du sud, ayant connu une augmentation des surfaces cultivées par rapport à l'année précédente. P 3



MARCHÉ ALGÉRIEN
DES ASSURANCES

**Un secteur émergent
et prometteur**

Avec un taux de pénétration de l'assurance limité à seulement 1 % du PIB, bien en dessous de la moyenne mondiale de 6,8 %, le marché algérien peut sembler à première vue en retard. Cependant, selon un rapport de l'agence internationale de notation AM Best, cette faible pénétration représente en réalité une opportunité de croissance considérable. Intitulé « Le marché algérien de l'assurance prêt pour la croissance et l'expansion », ce rapport met en lumière les transformations à venir dans un secteur longtemps resté en marge du dynamisme économique national. P 2

NOUVEAUX TARIFS
DOUANIERS AMÉRICAINS

**Quel impact pour
les échanges entre
l'Algérie et les États-
Unis ?**

Depuis son retour à la Maison-Blanche, le président Donald Trump poursuit une ligne de politique commerciale marquée par le rejet du multilatéralisme et la recherche d'accords bilatéraux à la carte. L'idée centrale : Renforcer la position économique des États-Unis en imposant des relations commerciales basées sur les intérêts stratégiques américains, loin des principes du libre-échange généralisé. Face à la Chine, à l'Union européenne, mais aussi à d'autres partenaires économiques, l'administration Trump entend rééquilibrer les échanges au profit de l'industrie et de l'emploi aux États-Unis. P 5

AVEC LA PARTICIPATION DE
650 EXPOSANTS DE 36 PAYS

**Le salon Djazagro
s'ouvre demain
à Alger**

Le salon Djazagro représente pour les visiteurs professionnels de l'agroalimentaire l'événement-clé pour rencontrer des entreprises leaders de l'industrie agroalimentaire venues des quatre coins du monde. L'édition 2025 du Salon professionnel de la production agroalimentaire (Djazagro) se tiendra du 7 au 10 avril prochain au Palais des expositions Pins maritimes (Alger) avec la participation de 650 exposants nationaux et internationaux, ont indiqué, dans un communiqué, les organisateurs de cette manifestation. P 2

GRÂCE AUX GRANDS PROJETS DÉCIDÉS
PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**L'Algérie avance
à pas sûrs vers sa sécurité
hydrique P 2**

59E RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL
CONJOINT DE SUIVI OPEP+

**La stabilité des prix
et l'équilibre du marché
au cœur des discussions P 5**

CÉRÉALICULTURE

**Plus de 105 000 hectares
emblavés à Médéa P 3**

LUTTE CONTRE LES
PÉNURIES DE
MÉDICAMENTS
**Note importante
du ministère de
l'Industrie
pharmaceutique**

Par M. A.

Face aux risques persistants de tensions sur le marché national du médicament, le ministère de l'Industrie pharmaceutique renforce son dispositif de régulation. Dans une note adressée aux établissements pharmaceutiques de fabrication et d'importation, l'administration impose une mise à jour rigoureuse et anticipée des programmes prévisionnels, en insistant sur la nécessité d'une meilleure planification et d'un strict respect des délais. Conformément à la note ministérielle n°203/DVS/MIP/2021 du 21 novembre 2021, le ministère rappelle aux directeurs techniques des établissements pharmaceutiques leur obligation de notifier toute modification apportée à leurs prévisions de production ou d'importation. Objectif : permettre à la Direction de la Pharmacologie Économie de suivre en temps réel l'évolution des flux afin d'éviter tout déséquilibre susceptible de compromettre l'approvisionnement du marché. Le ministère insiste sur un point essentiel : toute modification des programmes doit être communiquée au moins trois mois à l'avance. Ce délai vise à anticiper les éventuelles perturbations logistiques et à assurer la continuité de la disponibilité des médicaments pour la population. Pour encadrer cette démarche, le dépôt des actualisations se fait via la plateforme numérique ROAYA (<https://stock.miph.gov.dz>), tout en maintenant une exigence de dépôt papier signé, accompagné d'un CD-Rom contenant les données sous format Excel. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de sécurisation du circuit pharmaceutique national, dans un contexte où la demande en produits de santé ne cesse d'évoluer. Elle marque également la volonté des autorités de renforcer la transparence et la responsabilité des acteurs du secteur. Le ministère prévient : la stricte application de cette note est une priorité, car elle conditionne non seulement la bonne marche du système de santé, mais aussi la confiance des citoyens dans la capacité du pays à répondre à leurs besoins essentiels.

MARCHÉ ALGÉRIEN DES ASSURANCES

Un secteur émergent et prometteur

Avec un taux de pénétration de l'assurance limité à seulement 1 % du PIB, bien en dessous de la moyenne mondiale de 6,8 %, le marché algérien peut sembler à première vue en retard. Cependant, selon un rapport de l'agence internationale de notation AM Best, cette faible pénétration représente en réalité une opportunité de croissance considérable. Intitulé « Le marché algérien de l'assurance prêt pour la croissance et l'expansion », ce rapport met en lumière les transformations à venir dans un secteur longtemps resté en marge du dynamisme économique national.

Par Mourad A.

L'analyse d'AM Best, publiée jeudi dernier, décrit le marché comme étant « émergent et prometteur », soutenu par un ensemble de facteurs démographiques, économiques et réglementaires. Ces éléments ont le potentiel de repositionner l'Algérie parmi les économies les plus attractives de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Dans un contexte de diversification économique, les perspectives sont ambitieuses : attirer des investissements étrangers, moderniser le cadre réglementaire et faire des assurances un levier de développement. Le rapport souligne que la faible pénétration actuelle du secteur ne traduit pas une absence de potentiel, mais plutôt un marché sous-exploité. Avec plus de 45 millions d'habitants et une économie en pleine mutation, l'Algérie possède des atouts considérables. Cependant, pour capitaliser sur cette opportunité, plusieurs obstacles doivent être surmontés. Le premier d'entre eux est l'absence d'un cadre de solvabilité basé sur les risques, ce qui empêche une supervision efficace des compagnies d'assurance, notamment à une époque où la gestion des risques devient un enjeu majeur pour le développement de produits et services adaptés. Un autre défi important



réside dans la perception culturelle négative de l'assurance. Pour une grande partie de la population, elle est encore perçue comme une charge supplémentaire, une sorte d'« impôt déguisé » qui freine l'adhésion spontanée. Néanmoins, les chiffres de l'année 2024 révèlent un début d'embellie. Selon le Conseil national des assurances (CNA), le marché a enregistré un chiffre d'affaires global de 90,2 milliards de dinars au cours

des derniers mois de l'année, en hausse de 8,8 % par rapport à 2023. Cette croissance est principalement due à l'assurance contre les dommages, qui domine encore le secteur avec 81,3 % de parts de marché. Ce segment a généré à lui seul 73,3 milliards de dinars, en hausse de 6,3 %. L'assurance automobile, représentant la moitié de cette branche, a progressé de 6,4 %, soutenue par la reprise des importations de véhicules de moins de trois ans, contribuant ainsi à une production additionnelle de plus de 2 milliards de dinars. Du côté de l'assurance des personnes, la croissance est également au rendez-vous, avec une hausse de 7,7 % et un chiffre d'affaires de 10,5 milliards de dinars. Pour AM Best, ces résultats témoignent d'un marché en convalescence, encore marqué par les effets de la crise sanitaire, mais désormais orienté vers une dynamique de rattrapage. La clé résidera dans la capacité des pouvoirs publics à mettre en place un environnement réglementaire transparent et incitatif, capable de rassurer à la fois les investisseurs et les assurés. Le défi est donc double : restaurer la confiance et moderniser la gouvernance du secteur. Si les réformes annoncées sont mises en œuvre de manière effective, le marché algérien de l'assurance pourrait devenir, dans les années à venir, l'un des piliers de la nouvelle économie nationale.

GRÂCE AUX GRANDS PROJETS DÉCIDÉS PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Algérie avance à pas sûrs vers sa sécurité hydrique

Face au stress hydrique à l'échelle régionale et mondiale provoqué par les changements climatiques, l'Algérie avance à pas sûrs vers la garantie de sa sécurité hydrique, grâce aux grands projets décidés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, reposant sur l'exploitation des ressources hydriques non conventionnelles, telles que le dessalement de l'eau de mer et les nappes phréatiques, outre l'interconnexion des barrages et des grands transferts hydrauliques. Portée par une vision prospective du président de la République et une mise en œuvre rigoureuse sur le terrain, l'Algérie a pu accomplir des progrès considérables en matière de sécurisation de l'approvi-

sionnement en eau potable. Ainsi, le taux de raccordement aux réseaux d'eau potable a atteint désormais 98 % à l'échelle nationale, plaçant le pays parmi les pays leaders dans ce domaine. Les projets de dessalement de l'eau de mer constituent l'un des piliers de la politique hydrique du pays. Une première phase a été achevée avec la réalisation de cinq grandes usines de dessalement par "des mains algériennes" dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Draouche), Boumerdès (Cap Djinet), Tipaza (Fouka), Oran (Cap Blanc) et Béjaïa (Tighremt-Toudja), avec une capacité de production de 300.000 m3 par jour chacune pour un coût avoisinant 2,4 milliards de dollars.

La deuxième phase, dont le lancement est prévu début de l'année prochaine, concernera la construction de six grandes usines supplémentaires dans les wilayas de Skikda, Jijel, Tizi Ouzou, Chlef, Mostaganem et Tlemcen. Des études sont en cours pour l'approvisionnement ultérieur de 18 wilayas en eau potable à partir de ces stations. Le président de la République avait inauguré récemment quatre usines de dessalement d'eau de mer à El Tarf, Boumerdès, Tipaza et Oran, en attendant l'inauguration prochaine de celle de Bejaïa. Le président de la République avait affirmé que "la réalisation d'usines de dessalement de l'eau de mer en un temps record a permis de poser

les fondements d'une école algérienne en matière de concrétisation des grands projets". La mise en service de ces cinq (5) installations portera à 19 le nombre total de stations de dessalement dans le pays, augmentant ainsi la capacité de production nationale de 2,2 millions de m3 (près de 20% de la demande nationale sur l'eau potable) à 3,7 millions de m3 d'eau/jour, soit l'équivalent de 42 %. Grâce aux nouvelles infrastructures qui seront réalisées durant les prochaines années, la part du dessalement dans l'approvisionnement en eau potable des citoyens s'élèvera à plus de 60%.

Synthèse R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉCEPTION DE 260 CENTRES DE STOCKAGE,
MOBILISATION DE 1620 CAMIONS...

Des mesures pour réussir la campagne moisson-battage

L'Algérie se prépare activement pour la campagne moisson-battage 2024-2025. Lors d'une réunion nationale réunissant les directeurs des coopératives de céréales et de légumineuses sèches à l'échelle nationale, et en présence des cadres centraux du ministère et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa, a rappelé l'importance de la préparation proactive pour la campagne de moisson-battage, qui débutera effectivement au début du mois de mai dans les wilayas du sud, ayant connu une augmentation des surfaces cultivées par rapport à l'année précédente.

Par Sirine R

Le ministre a ainsi souligné la nécessité de créer les conditions adéquates pour accueillir les agriculteurs et leurs récoltes, tout en saluant les nouvelles réalisations visant à renforcer les capacités de stockage des céréales et la flotte de transport. « Compte tenu des conditions favorables en termes de soutien technique et des pluies abondantes qui ont accompagné la saison des semis, il est impératif que tous les acteurs se préparent à un travail proactif et de proximité pour réussir la campagne de moisson et de battage », a souligné le ministre, précisant que cette rencontre visait à « établir une feuille de route regroupant les différents intervenants dans le processus de récolte afin de garantir le succès de la saison agricole ». Le ministre a indiqué qu'au cours des deux prochains mois, soit à partir de juin, 260 centres de stockage de proximité pour les céréales seraient réceptionnés, portant la capacité de stockage totale à 17 millions de quintaux. Il a détaillé que 65 centres seraient réceptionnés ce mois d'avril, tandis que 99 autres seraient prêts en mai. Le ministre de l'Agriculture a également souligné l'impact de ces centres sur la « meilleure gestion du stockage des produits stratégiques ». Le ministre a aussi précisé que la flotte de

transport de l'Office algérien des céréales a été renforcée par 120 nouveaux camions à grande capacité, s'ajoutant à une flotte de plus de 1 500 camions, ce qui permettra de soutenir la campagne de moisson-battage dans les wilayas du sud, où la superficie cultivée cette saison a atteint 149 000 hectares, soit une augmentation de 40 000 hectares par rapport à la saison précédente. En outre, le ministre Youcef Chorfa a donné plusieurs instructions aux cadres des coopératives de céréales et de légumes secs et à l'Office algérien interprofessionnel des céréales, comme la nécessité de maintenir et de bien régler les moissonneuses-batteuses, soulignant que l'entretien du matériel avant le lancement de la campagne de récolte garantirait une meilleure collecte des récoltes. Le ministre a aussi insisté sur l'importance de préparer un accueil adéquat pour la production en aménageant des espaces de stockage et en veillant à garantir une fluidité dans la réception des produits. Il a également souligné la nécessité de créer un environnement propice pour que les agriculteurs puissent attendre leur tour dans de bonnes conditions pour livrer leur production. Enfin, le ministre a réaffirmé la nécessité d'un travail proactif auprès des agriculteurs pour qu'ils livrent leurs produits aux coopératives de céréales et de légumes secs confor-

mément aux cahiers des charges qui lient les deux parties. La campagne de moisson commencera début mai dans les wilayas du Sud, avant de s'étendre progressivement aux régions du Nord à la fin du même mois. Elle prendra une ampleur nationale en juin, avec une attention particulière portée aux zones des Hauts Plateaux, réputées pour leur production d'orge. Cette organisation par phases permettra de mieux gérer l'afflux des récoltes et d'optimiser l'utilisation des moyens logistiques. Au-delà de la récolte elle-même, cette stratégie s'inscrit dans une vision plus large de garantie de la sécurité alimentaire du pays. En augmentant les capacités de stockage et en optimisant les opérations logistiques, le gouvernement vise à réduire la dépendance aux importations et à valoriser la production nationale. L'amélioration des infrastructures de stockage constitue également un levier crucial pour prévenir les pertes post-récolte, un enjeu majeur pour maximiser les rendements agricoles. La campagne de récolte 2024-2025 représente donc un défi majeur pour le secteur agricole algérien. Grâce à une préparation minutieuse et à une mobilisation sans précédent des moyens humains et matériels, l'Algérie se donne les moyens de réussir cette saison stratégique et de consolider son indépendance alimentaire.

AVEC LA PARTICIPATION DE 650 EXPOSANTS DE 36 PAYS

Le salon Djazagro s'ouvre demain à Alger

Par Réda Hadi

Le salon Djazagro représente pour les visiteurs professionnels de l'agroalimentaire l'événement-clé pour rencontrer des entreprises leaders de l'industrie agroalimentaire venues des quatre coins du monde. L'édition 2025 du Salon professionnel de la production agroalimentaire (Djazagro) se tiendra du 7 au 10 avril prochain au Palais des expositions Pins maritimes (Alger) avec la participation de 650 exposants nationaux et internationaux, ont indiqué, dans un communiqué, les organisateurs de cette manifestation. Selon ses organisateurs, cette nouvelle édition sera l'occasion de mettre en lumière les avancées les plus marquantes du secteur et d'offrir aux 650 exposants représentant 36 pays, comme aux 23.000 visiteurs attendus, un cadre propice aux échanges et au développement commercial, avec une attention particulière à un maillon clé de la filière: l'emballage", a précisé la même source. Co-organisé par les entreprises Comexpo-sium et Promosalons Algérie, cet événement professionnel est dédié exclusivement aux exposants fabricants, dont 25% sont des fabricants algériens et 75% de pays étrangers, principalement venant d'Italie, de Chine, de la France et de la Turquie. Ces exposants activeront dans les secteurs d'activités représentatifs de l'industrie agroalimentaire, notamment le conditionnement et

emballage, matériels et équipements pour process agroalimentaire, boulangerie et pâtisserie, manutention et stockage, hôtellerie et restauration, transformation des aliments, produits alimentaires et boissons, ainsi que les matières premières, ingrédients et additifs. Lors des éditions passées, un sondage non exhaustif a pu démontrer que 82 % des exposants estiment réaliser un chiffre d'affaires dans les 6 premiers mois post salon, car pour eux, participez à un événement majeur unique en Afrique du Nord et bénéficiez d'un rayonnement au Maghreb et en Afrique Sub-saharienne, est un vrai tremplin. De plus, selon certains exposants, exposez en Algérie, premier marché du Maghreb et rencontrez ainsi 23 000 visiteurs professionnels, dont 79% ont un rôle dans les achats, est le meilleur endroit pour trouver un partenaire ou un distributeur. Il faut avoir que pour cette Edition, les exposants activeront dans les secteurs d'activités représentatifs de l'industrie agroalimentaire, notamment le conditionnement et emballage, matériels et équipements pour process agroalimentaire, boulangerie et pâtisserie, manutention et stockage, hôtellerie et restauration, transformation des aliments, produits alimentaires et boissons, ainsi que les matières premières, ingrédients et additifs. Cette année, Djazagro mettra l'accent particulièrement sur l'importance de la filière de l'emballage, est-il mentionné dans le document, en soulignant que cette filière joue un

rôle déterminant dans la transformation et la valorisation des produits agroalimentaires et qu'elle représente "un enjeu stratégique dans la chaîne de distribution, y compris à l'international. Dans ce cadre, le salon accueillera "Djaz'Pack", espace dédiée à l'emballage, qui fera un focus sur les matériaux durables et les techniques innovantes qui façonnent l'avenir du secteur. Aussi, il est attendu la tenue du concours "Djaz'Innov" qui récompense les innovations les plus prometteuses, contribuant au dynamisme et à la compétitive de l'industrie agroalimentaire algérienne. Cette édition a vu déjà la présélection de 18 dossiers dont les délibérations finales détermineront les lauréats qui seront récompensées par des médailles d'or, d'argent, de bronze, ainsi qu'un prix "Coup de cœur" du jury. Parallèlement, le salon accueillera une rencontre intitulée "L'Agora des Experts", qui regroupera des spécialistes pour partager leur vision et leur expertise sur les tendances et défis du marché et un autre espace réservé à la formation animé par des établissements d'enseignement et de formation continue. Considéré comme le salon de référence pour l'ensemble des acteurs du secteur agroalimentaire en Algérie et en Afrique du Nord, et ce, depuis plus de 20 ans, Djazagro comprendra, par ailleurs, un programme riche en conférences, démonstrations et networking, a-t-on encore souligné de même source.

SIDI BEL-ABBÈS

Trois périmètres

agricoles réservés à la mise en valeur dans le cadre de la concession

Trois périmètres agricoles ont été réservés, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à la mise en valeur dans le cadre du régime de concession, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA). La même source a précisé que la commission technique chargée de l'attribution des périmètres pour la mise en valeur agricole dans le cadre de la concession a désigné une première parcelle située dans la commune de Bir El Hamam, dont la superficie a été délimitée par la direction du Cadastre et de la Conservation foncière, estimée à plus de 4.249 hectares. La deuxième parcelle a été attribuée dans la commune de Marhoum, avec une superficie de plus de 6.424 hectares, tandis que la troisième a été délimitée dans la même commune avec une superficie dépassant 1.090 hectares, a-t-on fait savoir. A noter que la wilaya de Sidi Bel-Abbès a délivré, récemment, 126 décisions d'octroi de concessions par voie de conformité au profit des agriculteurs. Cette démarche vise à assainir le foncier agricole pour permettre l'exploitation des terres avec un titre légal. Ainsi, 51 décisions ont été remises, en plus de 18 contrats de conversion du droit de jouissance en concession à la fin du mois de janvier dernier, a indiqué la DSA, ajoutant que 75 autres décisions ont été délivrées au début du mois de mars écoulé. L'opération se poursuivra prochainement avec la remise de 168 autres décisions aux agriculteurs bénéficiaires, a-t-on signalé de même source.

CÉRÉALICULTURE

Plus de 105.000

hectares emblavés à Médéa

Une superficie de plus de 105.000 hectares a été emblavée en céréales à Médéa, au titre de la campagne labours-semailles 2024/2025, entamée en octobre dernier et qui s'est achevée depuis quelques jours, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). La superficie ensemencée à la faveur de ladite campagne représente 81 % des objectifs d'emblavement fixés à 130.000 hectares, a fait savoir la DSA, Mahieddine Belhimer, précisant que l'apport pluviométrique salvateur des mois de janvier-février et mars ont encouragé les exploitants agricoles à labourer leurs terres et éviter de rater la campagne de labours-semailles. L'aide fournie par les pouvoirs publics aux agriculteurs, au titre des indemnités pour les pertes enregistrées lors de la dernière campagne moisson-battage, a encouragé également les céréaliculteurs à emblaver leurs parcelles de terres, en espérant obtenir des résultats meilleurs que les trois précédentes années au cours desquelles les rendements ont été en deçà de leurs espérances, a-t-il expliqué. Grace à la superficie ensemencée, la DSA espère engranger une production de plus d'un (1) million de quintaux (qx) de céréales, a indiqué M. Belhimer.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ
S'ENTRETIENT AVEC LE DG DE L'OMS À
BERLIN

Les moyens de renforcer
la coopération sanitaire
examinés

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a rencontré, à Berlin (Allemagne), le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération sanitaire et de développer les systèmes de santé, indique samedi un communiqué du ministère.

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de participer au 3e Sommet mondial sur le handicap tenu à Berlin les 2 et 3 avril 2025, M. Saihi a rencontré, en marge de cet événement, le Directeur général de l'OMS avec lequel il a examiné "les moyens de mise en œuvre des décisions relatives au développement de la santé" et passé en revue "les réalisations accomplies en matière de développement des systèmes de santé", précise le communiqué. Les deux parties ont également discuté des "mécanismes d'amélioration des services de santé" et de "l'échange d'expertises et d'expériences concluantes dans ce domaine", selon la même source.

Il a aussi été question des "défis auxquels les systèmes de santé mondiaux sont confrontés", ainsi que des moyens de renforcer la coopération internationale et la coordination entre pays, ajoute le communiqué.

La rencontre a en outre permis au ministre de mettre en avant "l'appui apporté par l'Algérie aux systèmes de santé en Afrique, à travers ses initiatives visant à soutenir les pays frères, notamment en matière de lutte contre les maladies", et de souligner "l'importance du soutien technique du Centre de vaccination internationale et de lutte contre les maladies tropicales". De son côté, "le Directeur général de l'OMS a salué les efforts déployés par l'Algérie dans ce domaine", notamment son expérience en matière d'appui aux systèmes de santé africains, à travers la création du Centre de vaccination internationale et de lutte contre les maladies tropicales, qu'il a qualifié de "l'un des plus importants centres de lutte contre les épidémies".

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE,
DES START-UP ET DES MICRO-ENTREPRISES

Lancement de sept incubateurs dans
le cadre du programme «Kick Start»

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a annoncé, jeudi dernière , la mise en application du programme « Kick Start » avec le lancement de sept incubateurs, dès la semaine prochaine. Présent dans les studios de la Chaîne 3 de la Radio nationale, dans l'émission « L'invité du jour », M. Ouadah est revenu, en premier, sur tout ce qui a été réalisé dans son département et sur ce qui va l'être dans le proche avenir.

Ainsi, l'orateur nous apprend que le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a tracé une feuille de route pour améliorer la manière de créer les start-up, quantitativement et qualitativement, et ce, à travers toutes les régions du pays et dans tous les domaines, afin d'être concurrentielles à l'échelle internationale et susceptibles d'apporter

un plus pour l'économie nationale. Cette feuille de route se penche également sur le volet financier pour avoir plus de choix dans les mécanismes de financement de ces entreprises. Interrogé sur le programme «Kick Start», M. Ouadah a expliqué qu'il vise à soutenir l'innovation et la promotion de l'entrepreneuriat tout en finançant des programmes d'incubation pour aider et accompagner les porteurs de projets innovants dans le processus de création de leurs start-up. Il a rappelé, en outre, que pour la première fois, des financements publics vont supporter des incubateurs publics et privés labellisés, pour que ces derniers arrivent à créer des start-up et les mettre sur le marché. Dans cette optique, sept incubateurs seront lancés la semaine prochaine, avec pour ambition d'atteindre, d'ici la fin de l'année, au moins un incubateur par wilaya, a indiqué le ministre.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,93	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	1147	1 605 800,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,87	3,12	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	2200,00	0,00	0,11	-3,12	11,57	5,68	90	198 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,71	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,42	2,03	-	0	0,00

PAYS AFRICAINS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Plaidoyer pour une coopération
renforcée

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab a appelé, jeudi, à renforcer la coopération entre les pays africains producteurs de pétrole en vue d'une exploitation optimale des ressources énergétiques, indique un communiqué du ministère.

Participant, par visio-conférence, aux travaux de la 47e session extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO), en présence de cadres du ministère, M. Arkab a mis l'accent sur "la nécessité de diversifier les sources de financement des projets énergétiques, dans le

contexte des défis actuels inhérents à la transition énergétique et au manque des investissements dans le secteur pétrolier et gazier", précise la même source. "Le continent africain dispose de grandes potentialités aussi bien en termes de ressources naturelles que d'énergies humaines, constituant ainsi une base solide à même de booster le développement industriel et énergétique et de réaliser l'autosuffisance énergétique", a affirmé M. Arkab.

Parmi les principales questions débattues lors de cette session, figure la question de nomination d'un nouveau secrétaire général de l'APPO. Ainsi, il a été convenu de lancer l'opération de

soumission des candidatures directement au terme de la session, les procédures d'entretiens et d'évaluations étant prévues dans les prochains mois, conformément aux normes prédéfinies. En outre, les débats ont porté sur les derniers développements relatifs au lancement de la Banque africaine de l'énergie (BAE), créée par l'APPO et qui tend à renforcer l'investissement dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures dans le continent, à même de soutenir les projets de l'infrastructure énergétique et de stimuler la croissance économique dans les Etats membres.

SONATRACH-SOCIÉTÉ ESPAGNOLE “CEPSA”

Renforcement du partenariat dans les énergies propres

Le président-directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi a reçu, jeudi, son homologue de la société espagnole "CEPSA", Maarten Wetselaar, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération entre les deux compagnies, à travers l'exploration de nouvelles perspectives pour soutenir le partenariat dans le domaine des énergies propres, a indiqué un communiqué du groupe.

Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de hauts cadres des deux entreprises et s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération stratégique et du développement de

leurs partenariats existants, "les deux parties ont examiné les voies et moyens de consolider leurs relations de coopération, en mettant l'accent sur l'exploration de nouvelles opportunités pour soutenir leur partenariat bilatéral, notamment dans les domaines des énergies propres et renouvelables, qui revêtent une importance croissante dans le paysage énergétique mondial", précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à développer des projets innovants et durables, étant donné que les deux compagnies avaient signé, en octobre dernier, "un mémorandum d'entente visant à réaliser une étude de faisabilité conjointe pour un projet intégré de production de l'hydrogène vert et de ses dérivés en Algé-

rie, destiné principalement au marché européen". Ce projet conjoint contribuera à "la réalisation des objectifs des deux entreprises en matière de décarbonation, à travers la création d'une usine de production d'hydrogène par électrolyse, ainsi que la mise en place de centrales solaires et éoliennes pour alimenter les électrolyseurs en énergie renouvelable".

Partenaire historique du groupe Sonatrach, la société espagnole "CEPSA" est une entreprise mondiale de premier plan qui opère de manière intégrée à travers la chaîne de valeur du secteur énergétique et est également active dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية

MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري

MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 مارس 2025 الموافق لـ 30 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Mars 2025 (30 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	103	117	89	البطاطا	
	Tomate	97	110	84	الطماطم	
	Oignon sec	63	70	56	البصل الجاف	
	Ail sec	670	751	589	الثوم الجاف	
	Carotte	89	108	71	الجزر	
	Navet	104	115	93	لفت	
	Choux fleur	104	114	94	قرنبيط	
	Choux	96	107	85	الكرنب	
	Courgette	139	153	124	الكوسية	
	Haricot vert	412	446	378	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	116	89	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	509	629	390	فواكه طازجة التفاح المحلي	
	Datte	533	661	405	التمر	
	Banane	523	539	506	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1768	1905	1630	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	416	428	404	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

NOUVEAUX TARIFS DOUANIERS AMÉRICAINS

Quel impact pour les échanges entre l’Algérie et les États-Unis ?

Par Abderrahmane Hadeff (*)

Introduction : Une Amérique des « deals » face à un monde fragmenté

Depuis son retour à la Maison-Blanche, le président Donald Trump poursuit une ligne de politique commerciale marquée par le rejet du multilatéralisme et la recherche d'accords bilatéraux à la carte. L'idée centrale : Renforcer la position économique des États-Unis en imposant des relations commerciales basées sur les intérêts stratégiques américains, loin des principes du libre-échange généralisé. Face à la Chine, à l'Union européenne, mais aussi à d'autres partenaires économiques, l'administration Trump entend rééquilibrer les échanges au profit de l'industrie et de l'emploi aux États-Unis.

2 avril 2025 : des tarifs douaniers ciblés pour rééquilibrer le commerce extérieur américain

C'est dans cette logique qu'intervient la décision du président Trump, annoncée le 2 avril 2025 : l'imposition de tarifs douaniers (tariffs) sur une large gamme de produits importés, visant pratiquement tous les pays du monde. Ces tarifs sont différenciés selon la situation de la balance commerciale bilatérale avec les États-Unis. Pour l'Algérie, un taux de 30 % a été fixé, l'un des plus élevés parmi les pays concernés. D'autres nations se voient appliquer des taux variables, parfois supérieurs, en fonction de la nature et du volume de leurs exportations vers les États-Unis. Cette politique intervient dans un contexte où les États-Unis ont enregistré en 2024 un déficit commercial record de 1 200 milliards de dollars, que l'administration Trump veut corriger par des mesures unilatérales fortes.

Des échanges encore modestes, mais en mutation

Le commerce bilatéral entre l'Algérie et les États-Unis reste encore modeste, oscillant entre 2,5 et 3 milliards de dollars par an. Les exportations algériennes vers les États-Unis sont principalement composées de produits énergétiques, notamment le gaz naturel liquéfié (GNL) et cer-

tains dérivés pétroliers. En contrepartie, l'Algérie importe des équipements industriels, des pièces mécaniques, des produits médicaux, ainsi que certaines technologies avancées. Au niveau global, l'économie algérienne reste fortement dépendante des hydrocarbures, qui représentent environ 90 % de ses exportations totales. Toutefois, ces dernières années, on observe une diversification progressive vers des marchés comme les États-Unis, avec l'émergence de produits algériens dans des segments tels que la sidérurgie (produits plats, tubes), la pneumatique industrielle, ou encore l'agroalimentaire (dattes, huile d'olive, conserves végétales). Cette dynamique reste encore fragile mais témoigne d'une volonté d'ouverture et de repositionnement.

Un impact direct limité, mais des risques stratégiques à l'horizon

À court terme, les effets immédiats des nouveaux tarifs douaniers ne seront probablement pas significatifs pour l'économie algérienne. Le volume des exportations non énergétiques vers les États-Unis reste faible, et les secteurs concernés sont encore en phase d'exploration commerciale. Mais à moyen et long terme, les conséquences pourraient s'avérer plus lourdes : - Pertes de parts de marché pour les produits algériens en voie de diversification, qui devindraient moins compétitifs face à des concurrents mieux positionnés, notamment dans l'agroalimentaire méditerranéen ou l'acier à bas coût. - Risque de déstabilisation des revenus d'exportation si les mesures protectionnistes américaines contribuent à un ralentissement du commerce mondial et à une baisse de la demande en énergie, entraînant une chute des prix du pétrole et du gaz, principaux produits d'exportation de l'Algérie. - Exposition excessive au dollar US : l'Algérie continue de libeller l'essentiel de ses transactions commerciales en dollars, tout comme ses réserves de change, ce qui la rend vulnérable à une éventuelle dépréciation du dollar sur les marchés internationaux. Cette évolution réduirait la valeur réelle des actifs extérieurs du pays.

Anticiper, diversifier, équilibrer : les clés d'une réponse stratégique

Face à cette nouvelle configuration du commerce mondial, plusieurs pistes d'action s'imposent à l'Algérie pour renforcer sa résilience économique :

1. Accélérer la diversification géographique et sectorielle des exportations, en développant les échanges avec l'Afrique, l'Asie émergente, l'Amérique latine et les marchés européens de proximité, tout en investissant dans des filières exportables comme l'agriculture, l'agroalimentaire, les matériaux de construction, le numérique et les services.
2. Rééquilibrer la gestion des réserves de change, en réduisant la dépendance exclusive au dollar américain. Il serait stratégique de constituer un panier de devises intégrant l'euro, le yuan et le yen, pour mieux absorber les chocs liés aux fluctuations des taux de change et à l'instabilité financière mondiale.
3. Renforcer la diplomatie économique et commerciale de l'Algérie, en développant des stratégies de négociation ciblées, des alliances économiques régionales, et des instruments de défense commerciale capables de protéger les filières émergentes.

Conclusion : une alerte utile pour réformer

La décision américaine du 2 avril 2025 ne concerne pas uniquement l'Algérie, mais elle agit comme un révélateur de vulnérabilités pour les pays à base exportatrice étroite. Pour l'Algérie, elle offre l'occasion de poser les bases d'une réforme structurelle du commerce extérieur, de redéfinir ses priorités en matière de compétitivité et d'inscrire sa souveraineté économique dans une logique de diversification maîtrisée. Dans un monde plus instable et fragmenté, l'anticipation, la flexibilité et l'ouverture stratégique sont plus que jamais des atouts de résilience.

(*) **Senior Expert en développement économique, Numérique, Énergie et diplomatie économique**

FACE À LA HAUSSE DES TARIFS AMÉRICAINS

Nécessité d'accélérer le commerce intra-africain

Entre menaces pour leurs industries naissantes et nécessité urgente d'une réorientation stratégique, les économies africaines sont aujourd'hui face à un choix décisif : s'adapter au protectionnisme américain ou accélérer enfin l'intégration économique du continent.

Le mercredi 2 avril, le président américain Donald Trump a frappé un grand coup en annonçant une vague de droits de douane pouvant atteindre 50 % sur les importations en provenance de 185 pays, dont 51 en Afrique. Officiellement, la Maison-Blanche justifie cette mesure par la volonté de protéger ses industries d'une concurrence jugée déloyale en raison d'une « non-réciprocité » tarifaire. En réalité, cette stratégie protectionniste résonne comme un coup de semonce pour de nombreuses économies mondiales, qui doivent désormais choisir entre riposte et adaptation.

Une guerre commerciale inéluctable, mais à plusieurs vitesses

L'Europe, le Canada et la Chine préparent déjà leurs contre-mesures, préfigurant une escalade des tensions commerciales. Mais si les grandes puissances disposent des moyens de mener une guerre commerciale, les pays en développement, et plus encore les nations africaines, risquent d'en être les victimes collatérales.

Certains pays du continent, comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte ou l'Algérie, figurent parmi les 50 premiers exportateurs vers les États-Unis. Leurs échanges sont dominés par les produits de base : minéraux, métaux précieux et pétrole, un secteur où Washington cherche justement à renforcer sa production nationale. Au Nigeria, les nouvelles mesures américaines auront un impact sur les ambitions de la mégarafinerie d'Aliko Dangote, qui misait sur le marché américain pour exporter son kérosène. Mais au-delà des matières premières, les industries naissantes du continent seront aussi touchées. Le Bénin, avec la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), a commencé à exporter des vêtements vers les États-Unis dès 2023, faisant grimper cette catégorie de biens à 5,7 % de ses exportations vers Washington en 2024. Le Kenya et l'Égypte, dont les exportations textiles sont largement tournées vers les États-Unis, ou encore le Maroc, qui y envoie principalement des machines électriques et équipements électroniques, sont également exposés.

Réorienter les échanges : un impératif stratégique

Face à cette mise sous pression du commerce africain, deux options s'offrent aux pays du continent : soit ils baissent leurs propres droits de douane pour maintenir un accès préférentiel

au marché américain, fragilisant ainsi leurs industries locales face aux produits américains, soit ils réorientent leurs exportations vers d'autres partenaires. Si l'Europe ou l'Asie peuvent apparaître comme des alternatives naturelles, c'est pourtant en Afrique que se trouve la réponse la plus durable. Aujourd'hui, le commerce intra-africain reste l'un des plus faibles au monde, représentant moins de 20 % des échanges totaux du continent. Plusieurs initiatives régionales et continentales ont été lancées pour y remédier, mais sans résultats à la hauteur des ambitions. Avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'Afrique tient pourtant une occasion unique de réduire sa dépendance aux marchés étrangers et de construire des chaînes de valeur solides sur son propre territoire. Cette initiative, encore trop lente dans son déploiement, doit être accélérée. L'argument d'un protectionnisme américain temporaire ne doit pas être une excuse pour l'inaction. Le continent africain, fort de ses 1,4 milliard d'habitants et de ses ressources naturelles abondantes, a toutes les cartes en main pour renforcer son intégration économique et mieux résister aux turbulences du commerce mondial. La hausse des tarifs américains n'est qu'un signal de plus qu'il est urgent d'agir.

Source : Agence Ecofin

59E RÉUNION DU COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT DE SUIVI OPEP+

La stabilité des prix et l'équilibre du marché au cœur des discussions

Par M. A.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a pris part, hier samedi, à la 59e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi OPEP+ (JMMC), tenue en visioconférence. Cette rencontre a réuni les ministres de l'Énergie et les représentants de neuf pays membres de l'OPEP+, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigéria, la Russie et le Venezuela. L'objectif principal de cette réunion est de faire un bilan sur l'adhésion des pays aux réductions de production décidées pour les mois de janvier et février 2025. L'un des points essentiels des discussions a porté sur la stabilité du marché pétrolier mondial, un enjeu majeur pour les pays producteurs de pétrole. Les échanges ont permis d'évaluer l'évolution de la situation sur le marché pétrolier international, avec une attention particulière sur les perspectives de l'offre et de la demande. Les ministres ont analysé les facteurs influençant l'équilibre du marché tout en soulignant l'importance d'une coordination continue entre les membres pour garantir la stabilité des prix du pétrole à l'échelle mondiale. La réunion a également été l'occasion de réaffirmer l'engagement des pays membres de l'OPEP+ à ajuster leurs niveaux de production en fonction des besoins du marché. Ainsi, pour le mois de mai 2025, huit pays membres de l'OPEP+ ont convenu d'une augmentation de leur production de 411 000 barils par jour. Cette mesure vise à soutenir la stabilité des marchés tout en restant flexible et susceptible d'être ajustée en fonction de l'évolution de la demande et des conditions du marché. Les participants ont également souligné leur volonté de compenser tout excédent de production accumulé depuis janvier 2024, réaffirmant ainsi leur engagement à maintenir l'équilibre sur le marché mondial du pétrole. La prochaine réunion, prévue pour le mois de mai, sera l'occasion de faire un nouveau point sur la situation et de déterminer les ajustements nécessaires pour les niveaux de production de juin 2025.

ADRAR

Projets de réalisation de
chambres froides d’une
capacité globale de 20.000
m³

Plusieurs projets de réalisation de chambres froides d'une capacité de stockage globale de 20.000 m3 ont été retenus pour la wilaya d'Adrar, a-t-on appris des représentants de l'entreprise Frigomedit. Ces futures installations comprennent un complexe frigorifique d'une capacité de stockage de 15.000 m3, en chantier avancé, en sus d'un projet de 4.000 m3, en cours de réalisation à Reggane, a indiqué le directeur du pôle-sud de l'entreprise Frigomedit à Adrar, Salem Beloui. Ces structures revêtent une grande importance en matière d'approvisionnement en produits alimentaires, de type végétal et animal, requérant des conditions rigoureuses de conservation, ainsi que la régulation du marché, a-t-on précisé, expliquant que l'entreprise assure le conditionnement, l'emballage et la distribution des produits. La capacité du complexe frigorifique, retenu au chef lieu de la wilaya, est scindé en compartiments de 12.000 m3 de refroidissement à température positive, en sus d'une capacité de 3.000 m3 à température négative, répartis entre quatre (4) grandes chambres froides de 1.500 m3 chacune, de quatre (4) chambres d'une capacité de 1.000 m3, d'autres chambres de 500 m3 chacune, et ce, proportionnellement aux besoins des agriculteurs, a-t-on détaillé. Frigomedit (entreprise publique économique algérienne spécialisée dans la production, l'entreposage, le traitement, la commercialisation et l'exportation des produits maraîchers frais) envisage d'étendre ses activités à l'industrie agroalimentaire, a-t-on signalé.

MASCARA

Plus de 1.000 exploitations
agricoles raccordées au
réseau d’électricité

Un total de 1.077 exploitations agricoles a été raccordé au réseau électrique dans la wilaya de Mascara, depuis mars 2024, selon la direction de la Société de distribution de l'électricité et du Gaz de l'Ouest (Sonelgaz). Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme national de raccordement des exploitations agricoles à cette source d'énergie, a permis la réalisation de plus de 490 kilomètres de réseau électrique, a fait savoir la même source. D'autre part, la mise en service du raccordement de huit exploitations agricoles restantes à l'électricité "est prévue dans un avenir proche", a souligné la même source, qui a ajouté que le programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique touche à sa fin, avec un taux d'avancement évalué actuellement à 98%. Il est à noter que les services de la direction de Sonelgaz, en collaboration avec la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Mascara, recensent au total 1.085 exploitations agricoles concernées par cette opération de raccordement au réseau électrique. La direction de Sonelgaz a également révélé qu'elle prévoit prochainement des sorties sur le terrain en coordination avec la DSA et la Chambre d'agriculture de la wilaya, "afin de recenser le nombre d'exploitations agricoles dans la région nécessitant un raccordement à l'électricité". Ces sorties visent également à établir un programme complémentaire de raccordement des exploitations agricoles à l'électricité.

CONSTANTINE

Mise en place du plan anti-feux
de l’été 2025

Un plan de lutte contre les incendies des forêts et des récoltes agricoles pour la saison 2025, vient d’être mis en place dans la wilaya de Constantine, a-t-on apprismercredi auprès des services de la Conservation des forêts.

Ce plan a été approuvé par la commission de wilaya chargée de la protection des massifs forestiers, composée de différents partenaires dont les directions de la Protection civile, des travaux publics, des services agricoles, des ressources en eau, ainsi que les daïras et les assemblées populaires communales (APC), a indiqué à l'APS le conservateur des forêts, Boualem Aouad. L'opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs visant à faire face aux dangers des feux de forêts, pouvant être signalés durant cette saison, a précisé le même responsable qui a affirmé que l'intervention précoce est un facteur essentiel pour contrer les risques et éviter les pertes humaines et matérielles. M. Aouad a indiqué dans ce cadre que sept (7) postes de contrôle, dotés de matériels de communication modernes, ont été installés pour couvrir l'ensemble de la superficie forestière de la wilaya, estimée actuelle-

ment à 28.074 hectares, soit 12 % de sa surface totale. La conservation des forêts, a-t-il ajouté, a également mobilisé cinq (5) brigades mobiles, constituées de 35 agents forestiers mobilisées 24h/24 pour parer au moindre départ de feu, en attendant la désignation d'une équipe d'agents saisonniers.

Lancement de la réalisation de 2 réservoirs
d’eau potable à Zighoud Youcef

Dans la commune de Zighoud Youcef, située dans la wilaya de Constantine a bénéficié d'un projet de réalisation de 2 réservoirs d'eau pour renforcer l'approvisionnement des habitants de cette collectivité locale en eau potable et dont les travaux viennent d'être lancés, a-t-on appris des services de la wilaya. L'opération permettra de répondre aux besoins en eau potable pour environ 77.000 habitants de cette commune à vocation agri-

cole, a indiqué la cellule de communication de la wilaya, précisant que le projet s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme portant renforcement et sécurisation de l'alimentation en eau potable (AEP), dans cette région. Une fois réceptionnés, les 2 réservoirs d'eau forts d'une capacité de 5.000m3 chacun permettront d'atteindre une moyenne quotidienne d'approvisionnement en cette ressource vitale de 150 litres par citoyen, selon les explications fournies par la même source qui a indiqué que la moyenne actuelle d'alimentation en AEP par jour ne dépasse pas les 100 litres par citoyen. Un délai de 18 mois a été fixé pour la réception de ces deux réservoirs, a indiqué la même source qui a rappelé qu'une vaste opération de réhabilitation du réseau d'AEP était déjà en cours dans cette région et devra être réceptionné « avant la fin de l'année 2025 ».

MOSTAGANEM

Trente opérations de développement d’une valeur de 400
millions de DA pour les communes de la daïra de Aïn-Tedlès

Les quatre communes de la daïra de Aïn Tedlès, au sud de la wilaya de Mostaganem, ont bénéficié de 30 nouvelles opérations de développement d'une valeur totale de 400 millions de dinars, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Selon la même source, ces opérations, qui concernent les communes d'Aïn Tedlès, Sour, Oued El-Kheir et Sidi Belattar (daïra d'Aïn Tedlès), s'inscrivent dans le cadre du programme de soutien au développement social et économique des communes (ancien programme communal de développement-PCD) au titre de l'exercice financier. Dans ce

contexte, la commune de Aïn Tedlès a reçu la part du lion, avec 8 opérations d'un coût total de 117 millions de dinars, a-t-on précisé de même source. Ces opérations comprennent l'ouverture de pistes et la réalisation de routes dans 10 villages, l'aménagement des entrées des villages d'El-Khedaïchia et Ouled Medjahri, la réalisation d'une route, l'extension du réseau d'assainissement et de l'éclairage public dans la ville de Sidi Ali, ainsi qu'une cantine scolaire et un terrain de sport dans l'agglomération secondaire de Chellailia, a-t-on ajouté. Quant à la commune de Sour, elle a bénéficié de 7

opérations portant sur la réalisation de pistes et de routes dans 9 localités sur une distance cumulée de 9 kilomètres, notamment à Ouled Bouras, Ouled Hamdane, Sidi Abdelaziz et El-Menanda, en plus du renforcement du réseau d'éclairage public dans toutes les localités de la commune, a précisé la même source. Le programme de développement social et économique pour la commune voisine d'Oued El-Kheir inclut des opérations similaires d'une valeur de 82 millions de DA, visant principalement l'aménagement de cours de 8 écoles primaires, la réhabilitation et la réalisation de trois terrains de

sport, la rénovation du réseau d'assainissement au centre de la commune, parallèlement à l'aménagement des routes dans 3 villages et la réalisation du réseau d'éclairage public dans 5 autres localités. Enfin, la commune de Sidi Belattar a bénéficié de 6 nouvelles opérations d'une valeur de 101 millions de dinars, comprenant l'ouverture de postes et de routes dans les villages de El-Mezaraâ, El-Ghouala, Ouled Safi, Sidi-Amar et Ouled Belekhal, ainsi que la réalisation du réseau d'éclairage public dans tous les villages, a-t-on indiqué.

PRÉSERVATION DU PATRIMOINE FORESTIER À ORAN

Réalisation de travaux sylvicoles
sur une superficie de 280 hectares

La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran met en œuvre un programme de travaux sylvicoles sur une superficie de 280 hectares pour nettoyer les forêts, préserver le patrimoine forestier et prévenir les incendies, a-t-on appris de cette instance. Les travaux sylvicoles sur une superficie de 280 hectares ont débuté, récemment, ciblant cinq espaces forestiers, a souligné, dans une déclaration à l'APS, le chef du service du patrimoine forestier, des études et de la programmation à la Conservation des forêts, Karim Aït Menguelat. Ce programme concerne 50 hectares au mont « Kahr » à Hassi Benokba, 30 hectares dans l'espace forestier « Moulay Abdelkader » au sommet du mont Murdjadjou, dans la commune d'Oran, 50 hectares à Misserghine, 100 hectares dans la forêt de M'Sila à Boutlelis, ainsi que 50 hectares à Aïn El Kerma, a ajouté

le même responsable. L'objectif de ces travaux sylvicoles, qui devraient être terminés avant le début de la campagne de lutte contre les incendies de forêt pour l'année 2025, est de nettoyer les zones forestières, ce qui favorisera la croissance des arbres et contribuera à la préservation du patrimoine forestier, a-t-on souligné.

47 nouveaux établissements scolaires
en cours de réalisation

Dans un autre registre, le secteur de l'éducation de la wilaya d'Oran sera renforcé par 47 établissements scolaires dans les cycles primaire et moyen pour l'année scolaire 2025-2026, a-t-on appris du directeur local de l'Education, Abdelkader Oubelaïd. Il s'agit de 31 établissements scolaires dans le cycle primaire, dont 23 seront livrés à la rentrée scolaire

et 8 à la fin de l'année en cours, ainsi que de 137 classes d'extension, avec la réalisation de 51 cantines scolaires, dont 41 seront livrées en septembre et 10 fin décembre 2025, a indiqué M. Oubelaïd à l'APS. Le cycle moyen sera également renforcé par 16 établissements, dont 14 seront livrés à la rentrée scolaire, en plus de 57 classes d'extension, avec la réalisation de quatre internats, de deux terrains de sport et d'une salle d'informatique, a précisé le responsable. Ces infrastructures éducatives viendront soutenir les nouveaux pôles urbains, tels que les pôles « Ahmed Zbana » dans la commune de Misserghine et Oued Tlélât, qui connaissent une forte augmentation de la population en raison des opérations de relogement, ainsi que les différentes communes de la wilaya, a expliqué la même source.

«Le retrait des Etats-Unis de l’ordre mondial libéral est une opportunité pour l’Europe»

L’Europe doit adopter une stratégie militaire claire pour décourager les agresseurs potentiels. Ces dépenses seront un investissement.

Par **Pierre Andurand (*)**

Vladimir Poutine ambitionne de reconstituer l’empire russe, et rien ne semble pouvoir freiner ses desseins expansionnistes. Il avancera aussi loin qu’on le lui permettra et ne s’arrêtera que face à une opposition déterminée. Parallèlement, Donald Trump déconstruit l’ordre mondial d’après-guerre et redirige les Etats-Unis vers une politique de conquête territoriale, avec pour premières cibles le Canada et le Groenland. Une modification des frontières ukrainiennes par la force créerait un précédent dangereux, susceptible de servir les intérêts américains. Cherchant à se rapprocher de la Russie afin de mieux contenir la Chine, Donald Trump redessine les alliances stratégiques mondiales. « Si vis pacem, para bellum » Dans ce contexte incertain, l’Europe ne peut plus compter sur la protection américaine et doit se préparer à une éventuelle adversité des Etats-Unis. La vision historique du général de Gaulle, qui prônait une indépendance stratégique à l’échelle de la France et de l’Europe, révèle aujourd’hui toute sa clairvoyance. Désormais seule face aux bouleversements géopolitiques, l’Europe doit impérativement réagir. Le lancement du plan « Réarmer l’Europe », qui prévoit la mobilisation de 800 milliards d’euros pour renforcer la dé-

fense du Vieux Continent et pose les bases d’une « économie de guerre », est une nécessité absolue. L’adage latin « Si vis pacem, para bellum » – « Si vous désirez la paix, préparez-vous à la guerre » – résume parfaitement la situation actuelle. La guerre n’est jamais une bonne nouvelle. Mais si nous ne nous préparons pas à son éventualité aujourd’hui, nous serons condamnés à la subir demain, comme c’est actuellement le cas pour l’Ukraine, qui lutte pour son existence. L’économie de guerre, en revanche, n’est pas une mauvaise nouvelle : elle permet à la fois d’anticiper un conflit et de décourager toute agression extérieure. Un regain des dépenses de défense pourrait également revitaliser l’économie et offrir une réponse à la montée du chômage et à la désindustrialisation. L’augmentation des dépenses militaires prévue par le gouvernement français – à hauteur de 3,5 % du PIB, avec une possible extension à 5 % en cas d’aggravation des tensions aux frontières de l’Europe – représente environ 40 milliards d’euros supplémentaires par an. Ces dépenses ne sont pas un gaspillage, mais un investissement. Elles favorisent la croissance économique et renforcent la stabilité politique.

Emplois créés

Cet afflux de capitaux publics et privés génèrera des emplois, notamment dans l’industrie de l’armement, où la France est déjà le deuxième exportateur mondial. Il bénéficiera

non seulement aux grands groupes tels qu’Airbus, Thales ou Dassault, mais aussi aux 26.000 PME et ETI qui en dépendent, y compris les startups spécialisées dans les drones autonomes. De plus, il pourrait redynamiser des bassins d’emploi historiques comme Saint-Etienne et la Loire, qui comptent 14.000 emplois dans le secteur mais peinent à recruter après des années de déclin industriel. L’économie de guerre sera également un levier d’innovation et pourrait combler les lacunes de la recherche et développement européenne, comme l’a souligné le rapport Draghi. L’histoire nous enseigne que les périodes de tension sont souvent propices aux avancées technologiques. Le secteur militaire a été à l’origine de révolutions majeures : Internet, le GPS, les microprocesseurs, l’énergie nucléaire, les matériaux avancés, la cybersécurité et l’intelligence artificielle sont tous issus de recherches initialement destinées à la défense. Israël, par exemple, a su transformer ses défis sécuritaires en moteur d’innovation. De même, Huawei, sous sanctions américaines, a redoublé d’inventivité pour se maintenir à la pointe de la technologie.

Définir une stratégie claire

L’augmentation des dépenses de défense devrait être financée par une réduction des autres dépenses publiques, qui atteignent 57 % du PIB, un record mondial. Une hausse des impôts compromettrait ces efforts en affaiblissant la

consommation et l’investissement. De même, l’achat d’équipements extra-européens – notamment aux Etats-Unis – saboterait l’objectif de souveraineté stratégique de l’Europe. Des choix cruciaux doivent être faits : 1. Instaurer un « European Defense Buy Act », obligeant les pays de l’UE à acheter leurs armements en Europe. 2. Intégrer pleinement la Grande Bretagne et l’Ukraine à l’Europe de la défense. La Grande Bretagne, parce qu’elle est la deuxième puissance militaire du continent ; l’Ukraine, car elle est à l’avant-garde des technologies militaires modernes. 3. Définir une stratégie claire face aux menaces : la Russie aujourd’hui, les Etats-Unis potentiellement demain. 4. Prioriser les armements indispensables à cette stratégie : drones semi-autonomes, missiles intercepteurs, lasers. 5. Concurrencer les influences chinoise et russe en Afrique, un continent clé pour l’avenir européen. 6. Sensibiliser la population, réinsuffler ambition, optimisme et patriotisme. Si l’Europe saisit cette occasion, elle pourra assurer sa sécurité, renforcer son unité politique et relancer sa prospérité. Comme les Etats-Unis semblent oublier la valeur du « soft power », le Vieux Continent a une chance unique de devenir le leader du monde démocratique, en attirant capitaux et talents, et en bénéficiant d’une croissance économique durable portée par d’importants gains de productivité.

(*) **Fondateur et le directeur des investissements d’Andurand Capital.**
Source : Les Echos, édition du 24 mars 2025

Taxes Trump : comment l’UE veut négocier

Par virginie malingre

Mais pourquoi Donald Trump augmente-t-il, à tout va, les droits de douane américains ? A quelques jours du 2 avril – en ce « jour de libération », le président américain doit révéler sa panoplie de nouvelles taxes sur les importations du monde entier –, les Européens ont encore du mal à analyser ses motivations. La Commission, qui a compétence en matière de commerce, tente de se faire une idée, car de la réponse à cette question dépendra la riposte qu’elle organisera quand Trump aura fait ses annonces. Mais, le président américain n’a jusqu’ici pas souhaité rencontrer Ursula von der Leyen, la présidente de l’exécutif communautaire. Maros Sefcovic, le commissaire européen au commerce a, pour sa part, accès à Howard Lutnick, le secrétaire américain au commerce, qu’il a rencontré une première fois en février et qu’il a revu à Washington le 25 mars. Cette fois, Björn Seibert, le chef de cabinet d’Ursula von der Leyen, a souhaité l’accompagner. « La mission à Washington n’a pas abouti à un résultat négocié dans les délais que nous souhaitions, mais elle nous a [permis] de renforcer nos relations avec la nouvelle administration américaine », assure le porte-parole de la Commission.

Contexte difficilement lisible

Depuis le 12 mars, les importations d’acier et d’aluminium aux Etats-Unis sont déjà surtaxées. Le 26 mars, juste après la visite de Maros Sefcovic et Björn Seibert, Donald Trump a annoncé de nouveaux droits de douane, de 25 %, sur les voitures. Le 2 avril, « l’offensive devrait être généralisée, sur tout ce que les Américains importent, et elle entrera très vite en vigueur, sans

doute le 3 avril, comme les nouveaux droits de douane sur l’automobile. Les négociations commenceront alors », anticipe un diplomate européen. « Ça va tanguer », promet un autre. Washington devrait ensuite dégainer des mesures plus spécifiques aux secteurs de la pharmacie, des semi-conducteurs et du bois, qui avec les métaux et les voitures, préoccupent particulièrement Donald Trump. « Pour ces Big Five, il sera très difficile de négocier, car, ici, Donald Trump poursuit un objectif clair : faire revenir l’industrie aux Etats-Unis », juge un haut fonctionnaire européen. Par ailleurs, croit-on aussi à Bruxelles, le père du Make America Great Again considère qu’il n’est pas allé assez loin durant son premier mandat, qu’il a fait trop de concessions à ses partenaires commerciaux et qu’il s’est fait « humilier ». On ne l’y reprendra pas cette fois-ci, anticipe-t-on dans les institutions : il devrait se montrer plus dur dans les négociations qui suivront les annonces du 2 avril qu’en 2018. Dans ce contexte difficilement lisible, la Commission tente de préparer sa réponse – une liste de produits américains dont les importations seraient elles aussi surtaxées. Ursula von der Leyen la veut « ferme et proportionnée », mais, à ce stade, elle n’a pas encore décidé de son ampleur, ni de son périmètre. Plusieurs scénarios sont sur la table, qui seront discutés avec les Vingt-Sept. Certains Etats membres prônent la prudence, redoutant une escalade qui leur serait préjudiciable. C’est le cas, entre autres, de la très transatlantique Italie, qui exporte largement aux Etats Unis et dont la présidente du Conseil, Giorgia Meloni, entretient des relations de proximité idéologique avec Donald Trump. D’autres sont partisans d’une réaction plus musclée, comme la Belgique, qui serait favorable à l’utilisation du nouvel instrument anti-coercition. Conçu comme un instrument de dissuasion, il n’a jamais été utilisé. La France, elle,

montre ses muscles, mais veille scrupuleusement à ses intérêts. Quant à l’Allemagne, dont l’excédent commercial avec les Etats-Unis exaspère Donald Trump, il faudra attendre que le chancelier élu, Friedrich Merz, forme un gouvernement de coalition pour savoir où elle se situe. La Commission ne désespère pas de trouver une « solution négociée » avec les Etats-Unis, même si la voie diplomatique n’a pour l’instant pas porté ses fruits. Elle prépare une liste de sujets dont elle serait prête à discuter avec Washington et qu’elle ajustera en fonction de ce qui sortira de la Maison Blanche début avril comme de ses consultations avec les capitales. En espérant que Washington acceptera, si des négociations s’engagent sur cette base, de suspendre les nouveaux droits de douane. « A la fin, il ne faut pas se faire d’illusions : les Etats-Unis seront plus protectionnistes qu’aujourd’hui », prévient un diplomate européen. Mais l’exécutif communautaire aborde ces futures tractations en ne s’interdisant rien, en n’y mettant aucune ligne rouge. Les droits de douane européens sur les importations américaines ne sont en réalité pas si élevés et Washington a surtout en ligne de mire les barrières non tarifaires que l’UE impose à ses entreprises. Donald Trump dénonce les taxes cachées et discriminatoires que seraient, entre autres, les normes phytosanitaires, la TVA, la régulation numérique ou encore la directive sur les obligations de reporting en matière environnementale et sociale des entreprises. A l’heure où les Vingt-sept cherchent à augmenter leurs dépenses militaires et où certains, comme la France, militent pour une préférence européenne, le sujet des achats américains devrait aussi être sur la table. Mais, avant même de rentrer dans le dur des négociations, les Européens se sont déjà dits prêts à des concessions. Ursula von der Leyen a évoqué la possibilité qu’ils achètent plus de gaz naturel li-

quéfié (GNL) américain. Maros Sefcovic, celle qu’ils alignent sur le niveau américain (2,5 % au lieu de 10 %) leurs droits de douane sur les voitures.

Des concessions

Ils devraient aussi renoncer à surtaxer le bourbon du Kentucky, que la Commission avait prévu de soumettre à de nouveaux droits de douane dès le 1er avril. La montée au créneau de la France, l’Italie et l’Irlande, après les menaces de Donald Trump de taxer « à 200 % » les alcools européens, a eu raison de ses projets. Ce faisant, juge Elvire Fabry, de l’Institut Jacques-Delors, « les Européens ont affiché leurs divisions, là où il faudrait une logique de bouclier ». Car, poursuit-elle, « ce qui se joue ici, c’est une entreprise de démolition par l’administration américaine de la réglementation européenne, donc de l’Union européenne. C’est de la coercition ». Il faut « minimiser » les conséquences sur l’économie européenne des mesures de rétorsion de l’Union européenne, a assumé, le 20 mars, Ursula von der Leyen. La Commission n’exclut pas, non plus, pour aider les entreprises européennes que les décisions américaines percuteraient de plein fouet, d’aménager certaines de ses législations. Elle a notamment en tête les constructeurs automobiles, qui vendent de moins en moins en Chine et devraient désormais voir le marché américain se fermer. La loi qui interdit la mise sur le marché de voitures à moteurs thermiques pourrait en faire les frais, alors qu’une clause de révision est prévue cette année. Ce serait un emblème du pacte vert qui tomberait.

Source : Le Monde, édition des 30 et 31 mars 2025

MAURITANIE

Signature d'un accord de coopération économique et technique avec la Chine

Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Sid'Ahmed Ould Bouh, a signé, jeudi à Nouakchott, avec S.E.M. Tang Zhongdong, ambassadeur de la République populaire de Chine accrédité en Mauritanie, un accord de coopération économique et technique. Le montant de l'accord s'élève à deux cents millions (200 000 000) de yuans renminbi, soit l'équivalent d'environ un milliard cent millions (1 100 000 000) MRU destinés au financement de projets de développement. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de l'Economie et des Finances a exprimé ses remerciements et sa gratitude, au nom du gouvernement et du peuple mauritaniens, au gouvernement et au peuple chinois pour le niveau et la qualité du soutien que la République populaire de Chine apporte à notre pays dans la mise en place des bases du développement économique et social. De son côté, S.E.M. l'ambassadeur de Chine a déclaré que cet accord s'inscrit dans le cadre des relations de coopération économique et sociale entre les deux pays, consolidant les relations profondément enracinées entre eux. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, au côté de responsables du département. ami

TUNISIE

Impact limité des taxes américaines sur les exportations tunisiennes

Au vu de plusieurs indicateurs, il est attendu, que les répercussions des droits de douane annoncés par le président américain Donald Trump soient limitées sur l'économie tunisienne compte tenu de la faiblesse des échanges commerciaux entre les deux pays alors que la Tunisie fait partie du groupe des pays couverts par l'augmentation des droits de douane sur ses exportations de 28%.

Le commerce entre la Tunisie et les États-Unis se fait dans le cadre du système préférentiel américain, qui accorde à 3 500 produits tunisiens des avantages fiscaux, incluant notamment les exportations alimentaires, agricoles et textiles, tandis que la Tunisie impose des droits de douane allant jusqu'à 55% sur les produits américains.

Défis de compétitivité

Durant des années, les exportations tunisiennes ont bénéficié du système préférentiel américain qui concerne 119 pays dans le monde, ce qui a aidé le pays à accroître ses exportations vers le marché américain et à réaliser un excédent commercial à certaines occasions, grâce notamment à une augmentation de la part des exportations d'huile d'olive et de dattes.

Toutefois, il est peu probable que l'imposition de droits de douane de 28% sur les produits tunisiens exportés vers les mar-

chés américains réduise leur compétitivité ou entrave leur accès à l'un des marchés mondiaux les plus importants sur lesquels les exportateurs tunisiens ont travaillé ces dernières années. Selon les données officielles de l'Institut national de la statistique (INS), les États-Unis représentaient 17,2% des exportations tunisiennes d'huile d'olive jusqu'à la fin du mois de février 2025, tandis que les exportations totales vers ce pays s'élevaient à 359,7 millions de dinars (116 millions de dollars) et les importations du marché américain sont de 479 millions de dinars (154 millions de dollars). Au total, le volume des échanges commerciaux entre la Tunisie et les États-Unis d'Amérique, selon les indicateurs de l'Institut, est estimé à environ 3,5% du total des transactions commerciales du pays à l'extérieur.

Diversifier les échanges

D'après l'Observatoire national de l'agri-

culture (ONAGRI), les Etats-Unis représentaient 24% des exportations tunisiennes d'huile d'olive à la fin du mois de février, juste derrière les marchés européens. La Tunisie est le troisième exportateur d'huile d'olive vers les États-Unis, pour une valeur de 70 millions de dollars par an, et est en tête de liste des exportations de dattes vers le même marché, car les dattes tunisiennes et plusieurs autres produits sont soumis à l'exonération des droits d'importation. L'année dernière, les exportations tunisiennes vers les États-Unis ont atteint plus de deux milliards de dinars (666 millions de dollars), avec un excédent d'échanges entre les deux pays d'environ 216 millions de dinars. La Tunisie exporte vers le marché américain des produits agroalimentaires, principalement de l'huile d'olive mis en bouteille à haute valeur ajoutée, des dattes, ainsi que des jeans, des textiles et certains produits des industries mécaniques et électroniques.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Les engagements du nouveau gouverneur de la Banque centrale du Liban

Le nouveau gouverneur de la Banque du Liban, Karim Souaid, s'est engagé vendredi à lutter contre "le blanchiment d'argent" et le "financement du terrorisme" ainsi qu'à appliquer des réformes réclamées par la communauté internationale. "La Banque du Liban (BdL) va coopérer avec les Etats et les organismes internationaux (...) pour mettre en oeuvre les conventions et traités internationaux, en premier lieu la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme", a-t-il as-

suré, en prenant ses fonctions. Karim Souaid, un gestionnaire de patrimoine, a été nommé le 27 mars à la tête de la BdL, un poste crucial pour l'application des réformes exigées par la communauté internationale dans le pays qui a connu un effondrement économique sans précédent. Il a succédé à Riad Salamé, dont le mandat avait expiré en 2023 et qui est actuellement détenu et accusé de détournement massif de fonds publics. En raison de la paralysie politique dans le pays, l'intérim avait

été assuré par le vice-gouverneur Wassim Mansouri. Le puissant mouvement pro-iranien Hezbollah, qui sort d'une guerre meurtrière avec Israël, est accusé par ses détracteurs d'utiliser des réseaux économiques parallèles et est soumis à des sanctions américaines économiques et bancaires. Depuis 2019, le Liban est plongé dans une crise économique inédite, imputée par une grande partie de la population à la mauvaise gestion, la corruption, la négligence et l'inertie de la classe dirigeante, en place de-

puis des décennies. La monnaie nationale s'est effondrée et des restrictions bancaires draconiennes empêchent les épargnants d'avoir accès à leurs comptes. La communauté internationale réclame que le Liban mette en oeuvre des réformes pour débloquer des milliards de dollars d'aide et relancer son économie. Le nouveau gouverneur a affirmé qu'il fallait "oeuvrer à restituer tous les dépôts bancaires progressivement, à commencer en priorité par les petits épargnants", soulignant que "les

banques, la Bdl et l'Etat libanais doivent assumer leurs responsabilités" dans ce dossier. Il a ajouté que les banques commerciales devaient être "recapitalisées", ajoutant que la Bdl devait "réguler le système bancaire". M. Souaid a enfin assuré que la Bdl devait "permettre la conclusion de toute enquête criminelle déjà entamée" pour dévoiler "tout abus ou détournement de fonds, de réserves ou d'argent public et sanctionner les responsables".

DÉPENSES TOURISTIQUES EN ARABIE SAOUDITE

Près de 41 milliards de dollars enregistrés en 2024

Les dépenses touristiques en Arabie saoudite ont atteint un niveau record de 153,61 milliards de riyals (40,95 milliards de dollars) en 2024, marquant une hausse annuelle de 13,82 %, selon la Banque centrale d'Arabie saoudite. Cette augmentation a également conduit l'excédent de la balance des voyages du royaume à son plus haut niveau annuel à ce jour : 49,78 milliards de riyals, soit une hausse de 7,81 % en glissement annuel. Parallèlement, les dépenses des voyageurs nationaux à l'étranger ont augmenté de 16,94 % en glissement annuel pour atteindre 103,84 milliards de riyals.

En janvier, l'Agence de presse saoudienne a indiqué que le Royaume attendait 30 millions de visiteurs internationaux en 2024, soit une hausse de 9,5 % par rapport à l'année précédente, soulignant le rôle central du tourisme dans l'économie et l'image mondiale du pays. Selon le dernier rapport du ministère du Tourisme, le tourisme non religieux représente désormais la majorité des voyages internationaux, signe d'un attrait plus large et de séjours plus longs à mesure que les visiteurs explorent les offres culturelles, de divertissement et d'affaires du pays. Selon le Conseil mondial du voyage et

du tourisme, le tourisme a contribué directement et indirectement à l'économie totale du Royaume à hauteur de 498 milliards de riyals en 2024, soit 12,45 % du produit intérieur brut, contre 11,5 % l'année précédente. Dans le cadre de la Vision 2030, l'Arabie saoudite connaît une transformation rapide qui place le tourisme et les investissements internationaux au cœur de son avenir. Des touristes se rassemblent sur le site géologique d'Elephant Rock, près d'AlUla, en Arabie saoudite. Le Royaume a introduit des réformes radicales, notamment la propriété étrangère à 100 % et une loi sur l'investisse-

ment rationalisée, ainsi que des zones économiques spéciales. Ces mesures en ont fait une destination attrayante pour les investisseurs et les voyageurs. Le gouvernement saoudien encourage le tourisme et l'investissement. Des milliards de dollars sont investis dans de nouvelles destinations telles que le projet de la mer Rouge, Trojena et Diriyah du NEOM. Les piliers culturels tels que AlUla et le quartier historique Al-Balad de Djeddah suscitent également de l'intérêt. Les mégaprojets tels que Qiddiya, AMAALA et Sindalah promettent toute une série d'expériences.

NIGERIA

174 millions \$ de l’ONUDI en faveur du développement industriel

L'industrie nigériane, dominée par le pétrole et le gaz, s'est ouverte à d'autres secteurs notamment l'alimentation, la sidérurgie et l'assemblage de véhicules. En 2024, le secteur a enregistré une croissance de 1,38% contribuant à 8,64% du PIB réel, selon le NBS.

Au Nigeria, le gouvernement fédéral et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont signé le mardi 2 avril, un accord de partenariat d'une valeur de 174,6 millions de dollars pour soutenir le développement industriel du pays sur la période 2024-2028. Selon le communiqué publié sur le compte X du ministère de l'Information, cet accord s'inscrit dans le cadre du Programme partenariat pays (PCP), qui vise à renforcer la capacité industrielle du Nigeria, favoriser l'innovation technologique et promouvoir des pratiques industrielles durables. Le financement sera assuré à 85,7% par des bailleurs mobilisés par l'ONUDI (149,6 millions de dollars), tandis que le gouvernement nigérian contribuera à hauteur de 14,3% (25 millions de dollars). A ce jour, une première contribution de 1,28 million de dollars a été versée.

Le programme cible plusieurs priorités stratégiques, dont la création d'emplois, l'exploitation des matières premières, le développement des exportations et l'attractivité des investissements. Le ministre d'Etat à l'Industrie, John OwanEnoh, a souligné la nécessité de transformer cet accord en actions concrètes pour stimuler la croissance économique du pays. De son côté, le directeur général de l'ONUDI, Gerd Muller, a réaffirmé l'engagement de l'organisation à accompagner le Nigeria dans sa transformation industrielle, en cohérence avec l'objectif de développement durable (ODD) n°9, qui encourage une industrialisation durable et des infrastructures résilientes. Bien que le secteur industriel du Nigeria reste largement dominé par les hydrocarbures et la transformation des ressources naturelles, il s'est progressivement diversifié ces dernières années, avec des développements notables dans des domaines tels que le ciment, l'ali-

mentation, le textile ainsi que la sidérurgie et l'assemblage de véhicules à moteur. En 2024, il a enregistré une croissance de 1,38%, légèrement inférieure aux 1,40% de 2023, portant sa contribution au PIB réel à 8,64%, contre 8,81% l'année précédente, selon les données du Bureau national des statistiques (NBS). Face à ces défis, l'administration du président Bola Tinubu a adopté plusieurs mesures pour renforcer l'industrie locale, notamment en facilitant l'accès au crédit pour les entreprises et en réduisant les risques pour les prêteurs. En août 2024, le gouvernement a annoncé le déploiement d'un fonds de 200 milliards de nairas (261 millions de dollars) pour soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi que le secteur manufacturier. Ces fonds sont destinés à financer des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions, afin de dynamiser la production locale et favoriser la création d'emplois.

BURKINA FASO Un nouveau projet pour améliorer la résilience climatique

Le Burkina Faso dépend à hauteur de 70 % des importations pour ses besoins en riz. Le gouvernement, qui souhaite accroître le niveau de la production, multiplie les initiatives pour optimiser le système de production. Au Burkina Faso, la filière riz bénéficiera de la mise en œuvre d'un nouveau projet visant à renforcer la résilience climatique des agriculteurs au cours des 4 prochaines années. Dans un communiqué publié sur son site le 3 avril, le ministère de l'Agriculture précise que l'initiative, baptisée « Projet de mise à l'échelle de la production de riz résiliente au climat en Afrique de l'Ouest » (RICOWAS), a été lancée le 28 mars dernier. D'un coût total de 610 millions de francs CFA (1 million \$), cofinancés par l'État burkinabè et le Fonds d'Adaptation à travers l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), il sera mis en œuvre dans six régions à savoir la Boucle du Mouhoun, les Hauts-Bassins, les Cascades, le Centre-Ouest, le Centre-Sud et le Plateau central. D'après les données compilées par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), ces 6 régions concentrent 57 % de la production burkinabè de riz paddy, laquelle s'est établie à 504 254 tonnes en 2023/2024. « L'objectif global est d'améliorer la résilience climatique et d'augmenter la productivité du système rizicole des petits producteurs à travers ces régions. Pour ce faire, le projet repose sur une approche de production de riz résiliente au climat (CRRP), qui combine le Système d'Intensification du Riz (SRI) avec des pratiques durables de gestion des terres et de l'eau, adaptées aux spécificités locales », peut-on lire dans le communiqué. L'ambition affichée par les autorités à travers ce projet est à terme d'augmenter le rendement des cultures de 50 % au profit de 6 830 petits exploitants agricoles dans les régions ciblées. Plus largement, la mise en œuvre du RICOWAS au Burkina Faso devrait contribuer à améliorer la production locale de riz paddy en vue de réduire progressivement les importations face à la demande croissante sur le marché intérieur.

PROJETS AÉROPORTUAIRES

Le Sénégal parie sur des financements innovants

Le 14 octobre 2024, le pays a lancé son plan de développement à l'horizon 2050. Ce plan prévoit le développement d'un hub aérien pour renforcer la connectivité et dynamiser l'économie nationale. Le Sénégal souhaite explorer des financements alternatifs pour réaliser les projets prioritaires confiés à AIBD SA, la société responsable de la gestion et de la maintenance des aéroports régionaux. C'est l'une des mesures annoncées récemment par le Premier ministre, Ousmane Sonko

(photo, au centre), pour « consolider Air Sénégal SA », la compagnie aérienne nationale actuellement en difficulté. Selon un communiqué de la primature publié le jeudi 3 avril, les financements envisagés incluent des partenariats public-privé (PPP), l'émission de sukuks (obligations conformes à la charia) et des partenariats multilatéraux. L'objectif est « d'assurer la réalisation des projets prioritaires tout en minimisant les recours aux financements publics ». Ces projets incluent la modernisation

de huit aéroports régionaux, la construction d'une nouvelle aérogare de fret à l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD), la création de la compagnie Air Sénégal Express, le développement du fret aérien, ainsi que la certification des aéroports de Ziguinchor, Matam et Saint-Louis. À partir de 2026, les autorités prévoient d'ouvrir des discussions avec des institutions financières pour mettre en place un nouveau mécanisme de financement adossé aux recettes de la RDIA, la redevance

qui finance les projets aéroportuaires. L'objectif est de trouver une solution de refinancement permettant de mobiliser des fonds supplémentaires pour faire avancer les projets prioritaires du hub aérien, sans alourdir directement le budget de l'État. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie plus large de transformation du modèle de gouvernance du secteur aérien, actuellement marqué par un surendettement chronique, des pertes opérationnelles et des projets inachevés malgré des

engagements financiers massifs. À ce jour, plus de 470 milliards FCFA (793,3 millions USD) ont été mobilisés pour la politique du hub, dont 185 milliards déjà payés, mais un seul aéroport régional est certifié. Le recours à des instruments financiers innovants vise à désengager progressivement l'État et à ouvrir la voie à une cogestion public-privé, notamment grâce à l'implication du secteur privé national dans les aéroports et la future filiale Air Sénégal Express.

NAMIBIE

La dette publique s'établit à 65,3% du PIB à fin décembre 2024

Selon le FMI, le remboursement de la dette publique en Namibie absorbe une part substantielle des ressources budgétaires du pays. Le service de la dette a grimpé de 14,2% à fin décembre 2024, atteignant 3,8 milliards de dollars namibiens (202,6 millions \$). La dette publique de la Namibie s'est établie à 65,3% du PIB à fin décembre 2024, atteignant 164 milliards de dollars namibiens (environ 8,74 milliards \$). Ce chiffre marque une hausse de 10,2% par rapport au début de l'exercice fiscal 2024/25, selon le bulletin trimestriel de la Banque de Namibie publié le lundi 31 mars. Cette augmentation est principalement attribuée à l'émission accrue de bons du Trésor et de titres enregistrés à l'intérieur du pays (IRS). Plus en détail, sur la période étudiée, la dette intérieure a progressé de 13,1% sur un an, atteignant 126,1 milliards de dollars namibiens,

soit 50,2% du PIB. Cette hausse reflète une intensification des emprunts gouvernementaux. Parallèlement, la dette extérieure a augmenté de 1,5% sur un an pour s'établir à 37,9 milliards de dollars namibiens, une progression essentiellement due à la dépréciation du taux de change. Les prêts multilatéraux continuent de constituer la principale composante de la dette extérieure, représentant 46,1% de l'encours total, bien qu'en légère baisse par rapport à l'année précédente. Les euro-obligations en constituent 37,2%, tandis que les prêts bilatéraux ont augmenté à 15,9%, soutenus par les décaissements de la banque de développement allemande KfW. Le service de la dette a grimpé de 14,2% en glissement annuel, atteignant 3,8 milliards de dollars namibiens, principalement en raison des remboursements des prêts contractés auprès du Fonds moné-

taire international (FMI). Selon l'institution, le remboursement de la dette publique absorbe une part substantielle des ressources budgétaires du pays. Un défi majeur attend la Namibie en octobre 2025, avec l'échéance d'une euro-obligation de 750 millions de dollars. « Nous restons préoccupés par le fait que nous consacrons plus de ressources au service de la dette que nous n'en réinjectons dans l'économie pour accroître notre potentiel économique par le biais du budget de développement », a déclaré Erica Shafudah (photo), ministre des Finances, lors de la présentation du budget 2025-26. Face à ces défis, la Namibie s'engage à renforcer la discipline budgétaire en limitant les dépenses non essentielles, en améliorant la collecte des recettes et en privilégiant les prêts concessionnels aux emprunts commerciaux. Pour l'exercice 2025-26, un budget de 13,7 milliards de

dollars namibiens est consacré au service de la dette, soit 14,8% des recettes et 4,9% du PIB. Le gouvernement anticipe également qu'après le remboursement de l'eurobond et de l'instrument financier rapide (IFR) du FMI, plus de 80% de la dette publique sera libellée en monnaie nationale, réduisant ainsi l'exposition aux risques de change. « Nous pensons que la domestication de notre portefeuille de dette renforcera les marchés financiers nationaux tout en offrant un moyen de déployer des capitaux nationaux dans l'économie nationale », a souligné Mme Shafudah. Selon les prévisions gouvernementales, la dette publique totale devrait diminuer de 66% du PIB en 2024/25 à 62% en 2025/26, marquant une trajectoire de consolidation budgétaire pour le pays.

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux dégringolent face au soufflet des droits de douane

Les marchés mondiaux ont succombé à l'effolement vendredi, les investisseurs laissant éclater leurs craintes quant à l'état de l'économie américaine en raison de la vaste offensive commerciale lancée par le président américain Donald Trump à laquelle a répondu la Chine.

Après une séance chaotique jeudi, les Bourses mondiales ont continué de plonger vendredi après les annonces de Pékin imposant en réponse aux mesures américaines des droits de douane de 34% sur toutes les importations de biens américains à partir du 10 avril.

A Wall Street, le Dow Jones a perdu 5,50%, l'indice Nasdaq a fondu de 5,82%, soit une chute de 22% depuis son record en décembre dernier, et l'indice élargi S&P 500 a lâché 5,97%, sa pire séance en Bourse depuis la crise du Covid-19 en 2020.

En deux jours, la place américaine a laissé s'envoler plus de 6.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, selon l'indice Dow Jones US Total Stock Market.

En Europe, la Bourse de Paris a dévissé de 4,26%, effaçant tous ses gains de l'année, peu après avoir perdu plus de 5%. Les Bourses de Francfort et Londres ont toutes deux chuté de 4,95% et Milan de 6,53%, leurs plus fortes chutes depuis le début de la pandémie de Covid-19 en mars 2020. La Bourse suisse a dégringolé de 5,14% et Madrid de 5,83%.

"Il se peut que les marchés ne réagissent pas suffisamment, surtout si ces tarifs s'avèrent définitifs, compte tenu des répercussions potentielles sur la consommation et le commerce au niveau mondial", juge Matt Burdett, de Thornburg Investment Management. Pour Steve Sosnick, d'Interactive Brokers, "les dernières fois que le sentiment du marché a changé de manière aussi brutale, c'était à cause d'évènements exogènes comme le Covid-19 et le 11-septembre". "Cette fois, c'est strictement la politique" de l'administration Trump qui en est la raison, ajoute auprès de l'AFP l'analyste.

Et "les mesures de rétorsion de la Chine

annoncent le début d'une escalade" entre les deux géants économiques de la planète, souligne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés à IG France. Tout "ce que le marché craint".

Le retour du spectre de la récession

Lors d'un discours vendredi, Jerome Powell, le président de la banque centrale américaine, a dit que les "conséquences économiques" des droits de douane allaient "probablement" être plus étendues qu'anticipé.

M. Powell a cité "une plus forte inflation et une croissance ralentie", mais aussi un "risque accru pour l'emploi".

"Il est trop tôt pour dire quelle est la politique monétaire appropriée", a ajouté le patron de la Fed, une façon de dire qu'il n'entendait pas faire bouger les taux dans ce contexte, malgré les appels de Donald Trump, qui plaide pour un abaissement des taux.

L'onde de choc provoquée par les annonces de droits de douane américaines a ravivé les craintes d'une possible "récession aux États-Unis et à plus grande échelle", souligne Guillaume Chaloin, directeur de la gestion actions de Delubac AM.

Les cours du pétrole, très sensibles aux évolutions de la consommation mondiale, ont été touchés de plein fouet, évoluant à leur plus bas niveau depuis quatre ans. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, a perdu 6,50%, à 65,58 dollars, son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), a chuté de 7,41% à 61,99 dollars. A Londres, Shell a dévissé de 7,47% et BP de 7,43%. A Paris, TotalEnergies a abandonné 6,24%. A Milan, Eni a perdu 4,53%. Outre Atlantique, Exxon Mobil (-7,20%), Chevron (-8,22%), Conoco-Philips (-9,41%) ont dégringolé.

Le marché obligataire recherché

Face au chaos commercial, les investisseurs se ruent vers toute valeur refuge qui leur permettrait de constituer une réserve de valeur, avec en premier lieu le marché de la dette, qui garantit un rendement aux investisseurs, et est aussi l'un des grands gagnants de la guerre

commerciale.

Les taux d'emprunt souverains se détendent très nettement, signe de l'appétit des investisseurs.

Le taux auquel les États-Unis empruntent à échéance dix ans atteignait 3,99% vers 21H10 GMT contre 4,03% à la clôture jeudi. L'équivalent allemand passait de 2,65% à 2,57%, le français de 3,37% à 3,33%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 28 Mars 2025				
Valeur : 01 Avril 2025				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.9264	133.9414
1	EUR	EURO	144.3325	144.3620
1	GBP	POUND STERLING	173.3451	173.4094
100	JPY	JAPANESE YEN	88.9817	89.0154
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4401	18.4431
1	CHF	SWISS FRANC	151.7924	151.8266
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.4849	93.5280
1	DKK	DANISH KRONE	19.3432	19.3493
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.3475	13.3519
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7445	12.7606
1	AED	UAE DIRHAM	36.4584	36.4695
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7032	35.7091
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.1212	434.4515
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8268	43.2572
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9048	13.9063
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6182	27.7599
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3541	3.3645
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6064	177.6064

DROITS DE DOUANE

Wall Street dégringole de près de 6% à la clôture

La Bourse New York a chuté vendredi de près de 6%, pour la deuxième séance consécutive, les investisseurs laissant éclater leurs craintes quant à l'état de l'économie américaine en raison de la vaste offensive commerciale lancée par le président américain Donald Trump.

Le Dow Jones a perdu 5,50%, l'indice Nasdaq a fondu de 5,82%, soit une chute de 22% depuis son record en décembre dernier, et l'indice élargi S&P 500 a lâché 5,97%, sa pire séance en Bourse depuis la crise du Covid-19 en 2020.

En deux jours, la place américaine a laissé s'envoler plus de 6.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, selon l'indice Dow Jones US Total Stock Market.

Jeudi, le Dow Jones avait perdu 3,98%, l'indice Nasdaq 5,97% et le S&P 500 chuté de 4,84%.

"Il se peut que les marchés ne réagissent pas suffisamment, surtout si

ces tarifs s'avèrent définitifs, compte tenu des répercussions potentielles sur la consommation et le commerce au niveau mondial", juge Matt Burdett, de Thornburg Investment Management

Signe de la nervosité des investisseurs, l'indice de volatilité Vix, surnommé indice de la peur, a atteint un plus haut en séance depuis la pandémie de Covid-19, à environ 45 points.

Vendredi, "la première chose qui a vraiment mis les marchés dans une mauvaise posture a été la nouvelle de la riposte de la Chine" sur le sujet des droits de douane, souligne auprès de l'AFP Steve Sosnick, d'Interactive Brokers.

L'exécutif américain a menacé ses partenaires commerciaux de surtaxes encore plus lourdes en cas de riposte à ses nouveaux droits de douane, mis en place au nom de l'"urgence nationale" de réduire le déficit commercial de la première

économie mondiale.

Mais Pékin a annoncé vendredi imposer à son tour des droits de douane supplémentaires de 34% sur les produits américains dès le 10 avril, "en plus du taux des droits de douane actuellement applicables".

"Le deuxième élément principal" qui a lourdement lesté la place américaine sont les déclarations du président de la banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell, selon Steve Sosnick.

Le patron de l'institution monétaire américaine a dit lors d'un discours vendredi que les "conséquences économiques" des droits de douane allaient "probablement" être plus étendues qu'anticipé.

M. Powell a cité "une plus forte inflation et une croissance ralentie", mais aussi un "risque accru pour l'emploi".

"Il est trop tôt pour dire quelle est la politique monétaire appropriée", a ajouté le patron de la Fed, une façon

de dire qu'il n'entendait pas faire bouger les taux dans ce contexte.

"Ce serait le moment PARFAIT pour que le président de la Fed Jerome Powell baisse les taux d'intérêt", avait pourtant lancé quelques minutes plus tôt Donald Trump sur sa plateforme Truth Social.

Ces inquiétudes ont éclipsé la publication, avant séance, du taux de chômage aux États-Unis. Celui-ci a légèrement progressé en mars aux États-Unis, pour le deuxième mois d'affilée, a annoncé vendredi le ministère du Travail, montant à 4,2%, après 4,1% en février et 4% en janvier.

Les créations d'emplois ont été beaucoup plus importantes qu'anticipé: 228.000 contre 140.000 créations envisagées par les analystes. Dans ce contexte, le marché obligataire continuait à jouer son rôle de valeur refuge: le rendement des emprunts d'Etat américains à dix ans s'est encore détendu à 3,99%,

contre 4,03% à la clôture la veille.

Conséquence de la détente des taux d'emprunts des Etats: "les valeurs financières se font attaquer", remarque Guillaume Chaloin, directeur de la gestion actions de Delubac AM.

"Comme les valeurs bancaires reposent sur le prix de l'argent", la baisse des taux d'emprunts long est "beaucoup moins favorable au business des banques et leurs marges", poussant ainsi les valeurs bancaires dans le rouge, poursuit-il. JPMorgan Chase a perdu 7,48%, Bank of America 7,60%, Citigroup 7,80%.

Ailleurs à la cote, les valeurs du secteur technologique, qui avaient tiré Wall Street ces dernières années, ont souffert: le pionnier des voitures électriques Tesla a lâché 10,42%, les géants des puces Intel et Nvidia ont respectivement perdu 11,50% et 7,36%, tandis que le groupe d'analyse de données Palantir a perdu 11,47%.

ÉTATS-UNIS

Une feuille de route pour financer le programme de Donald Trump débattue au Sénat

Cette première étape, préambule à l'adoption du budget et donc à la mise en place des mesures budgétaires de Donald Trump, divise au sein même du camp républicain.

La chambre haute à majorité républicaine devrait adopter le texte dans la journée de samedi après une session marathon de vote toute la nuit, en raison des nombreux amendements ajoutés par les démocrates. La résolution n'est pas un budget en soi, mais une feuille de route sur les niveaux de dépenses à atteindre pour l'État fédéral. Une version similaire du texte devra ensuite être adoptée à la Chambre des représentants, et une fois cette étape franchie, les élus des deux chambres pourront entamer le travail de fond en commissions sur le contenu du budget lui-même. Mais le gouffre entre la résolution du Sénat et celle voulue par les responsables de la Chambre des représentants présage d'une impasse législative. Car si la première prévoit des coupes dans les dépenses publiques à hauteur de quatre milliards de dollars, la seconde approcherait plutôt les 1500 milliards de dollars, dans le sillage du démantèlement de vastes pans de l'administration fédérale par Elon Musk et sa commission Doge.

«Naufrage fiscal»

Depuis son retour à la Maison Blanche fin janvier, Donald Trump a signé une

kyrielle de décrets exécutifs. Mais pour concrétiser certains points de son programme, il devra passer par le Congrès. En haut de la liste de ses priorités : les vastes crédits d'impôts adoptés lors de son premier mandat, qui expirent à la fin de l'année et qu'il souhaite rendre permanents. «Échouer à prolonger cet allègement fiscal entraînerait une hausse de 2.600 milliards de dollars d'impôts sur ceux qui gagnent moins de 400.000 dollars par an», a prévenu jeudi le chef de la majorité républicaine au Sénat, John Thune. Selon des analystes indépendants, cette pérennisation entraînerait cependant un surcoût pour les finances publiques de plus de 4.000 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années. Le Cato Institute, de tendance libertarienne, a qualifié la résolution dans son ensemble de «naufrage fiscal». À cet onéreux volet de dépenses du budget, vient s'ajouter une incertitude sur le volet recettes : les droits de douane annoncés mercredi par Donald Trump sur le reste du monde ont plongé les places boursières dans le rouge et alimenté les craintes de récession pour la première économie mondiale.

«Le texte républicain est un poison»

De leur côté, les démocrates s'opposent en bloc au texte, qui selon eux prépare le terrain à d'importantes coupes dans des programmes publics comme Medicaid, l'assurance santé pour les Américains aux revenus modestes. «Le texte républicain aujourd'hui devant le Sénat est un poison», a lancé depuis l'hémicycle vendredi le chef de la minorité démocrate, Chuck Schumer. L'opposition dénonce aussi la guerre commerciale entamée par le président. «Pendant que l'économie s'enflamme à cause des droits de douane irresponsables de Donald Trump, le texte que les républicains s'efforcent d'adopter est en substance un renflouement pour eux et les grandes entreprises», a accusé le sénateur démocrate Ron Wyden lors d'une conférence de presse jeudi. L'impasse législative qui s'annonce pourrait cependant durer de nombreuses semaines, voire de nombreux mois, et retarder considérablement la mise en place du programme de Donald Trump. Et ce alors que la campagne pour les élections de mi-mandat pointe déjà le bout de son nez.

DROITS DE DOUANE

Pourquoi le Mexique tire son épingle du jeu ?

Le Mexique se réjouit de l'absence de nouvelles taxes douanières sur ses exportations et du maintien de l'accord de libre-échange avec son puissant voisin. Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres. Dans le cadre de sa nouvelle série de taxes annoncée mercredi soir, le président américain Donald Trump a épargné le Mexique, qui était pourtant dans le collimateur de la Maison-Blanche. «C'est une bonne nouvelle pour le pays», a sobrement

commenté la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, lors de sa conférence de presse de jeudi matin. L'enjeu est pourtant de taille. Pour le Mexique, dont plus de 80% des exportations (506 milliards de dollars de marchandises en 2024) sont destinées aux États-Unis, cette absence de nouvelles taxes est loin d'être anecdotique. De fait, dès jeudi après-midi, le peso mexicain a enregistré une hausse de 1,3%, atteignant ses meilleurs niveaux depuis novembre 2024, tan-

dis que l'indice boursier principal a progressé de 0,65 %.

«Un grand succès»

Les raisons d'une telle clémence ? L'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), négocié par Donald Trump lors de son premier mandat, qui a instauré une zone de libre-échange entre les trois pays d'Amérique du Nord. «Le traité USMCA a survécu à ce nouveau régime commercial», s'est félicité le ministre de l'Économie,

Marcelo Ebrard, qui a salué «un grand succès». L'objectif du Mexique pour les 40 prochains jours est désormais de négocier les meilleures conditions commerciales possibles, selon le ministre. Le Mexique, cependant, subira, comme tous les autres pays, les frais des 10% de tarifs douaniers minimums que l'administration Trump a instaurés sur toutes les importations. Mais dans une économie de marché, ce sont les avantages comparatifs qui comptent. Le Mexique se distingue dont,

notamment par rapport à la Chine (qui subira des droits de 34%) et l'Union européenne (20%). L'heure des grandes ambitions pour le pays aztèque ? Jeudi dans la journée, la présidente mexicaine a d'ores et déjà annoncé la publication, en mai, de nouveaux décrets pour soutenir ses industries locales, comme celles de l'automobile, de l'acier et de l'aluminium, dans le cadre d'un vaste «Plan Mexique».

CANADA

Premières pertes d'emplois depuis trois ans

L'économie canadienne a perdu des emplois en mars pour la première fois depuis trois ans, a annoncé vendredi Statistique Canada, dans un contexte d'incertitudes pour les entreprises liées aux tensions commerciales avec le voisin américain. Selon l'institut officiel, 33'000 emplois ont disparu dans le pays, entraînant une hausse de 0,1 point de pourcentage du taux de chômage, à 6,7%. Les pertes concernent principalement les emplois à plein temps et le secteur privé, notamment dans le commerce de gros et de détail, ainsi que la culture et les loisirs.

Le Canada a été globalement épargné par les dernières annonces de taxes douanières punitives de Donald Trump, à l'instar du Mexique, au nom d'un accord de libre-échange tripartite. Mais Ottawa, premier partenaire commercial de Washington, est déjà visé par des droits de douane américains supplémentaires sur l'acier et sur l'aluminium, ainsi que sur les automobiles depuis jeudi matin. Dès l'entrée en vigueur de cette dernière mesure, à laquelle le Canada a immédiatement répliqué par une taxe équivalente de 25%, Stellantis, l'un des principaux constructeurs automobiles mondiaux, a

annoncé une suspension de deux semaines de la production dans son usine canadienne de Windsor (4000 salariés). "Je sais que beaucoup de Canadiens et de Canadiennes sont inquiets. C'est tout à fait normal face aux changements importants que nous vivons actuellement. Les semaines et mois à venir ne seront pas faciles (...) Mais nous allons nous battre contre ces droits de douane" américains, a déclaré vendredi le Premier ministre Mark Carney, à Montréal, où il est en campagne en vue des élections législatives à la fin du mois. Les experts s'attendaient à ce que le marché canadien de l'emploi ralentisse en

mars, avec des entreprises freinant leurs investissements et leurs recrutements dans le contexte de tensions commerciales, mais ils ont été surpris par l'ampleur des destructions d'emplois, qu'ils évaluaient plutôt autour de 10'000. "Le marché de l'emploi commence peut-être à déraiper", a souligné dans une note Andrew Grantham, analyste chez CIBC Economics. Pour James Orlando, chez TD Economics, ces chiffres traduisent le fait que "les entreprises et les consommateurs sont naturellement indécis face à l'augmentation des incertitudes politiques".

CANAL DE PANAMA Un appel d'offres pour la construction d'un gazoduc bientôt lancé

Alors que le président américain Donald Trump menace régulièrement de reprendre le contrôle de la voie, l'Autorité du canal espère «garantir sa compétitivité et sa soutenabilité sur le long terme». Le conseil d'administration de l'Autorité du Canal de Panama (ACP) a approuvé vendredi le lancement d'un appel d'offres pour construire et exploiter un gazoduc de 80 km traversant l'isthme, ce qui permettrait à l'entité autonome de diversifier ses activités. Le gazoduc permettrait d'acheminer depuis les Caraïbes panaméennes du gaz de pétrole liquéfié (GPL) transporté par navires depuis la côte est des États-Unis. Arrivé sur la côte pacifique, le combustible poursuivrait sa route vers l'Asie. «Cette décision renforce le canal et garantit sa compétitivité et sa soutenabilité sur le long terme», a indiqué l'ACP dans un communiqué. Activité qui va «doubler» dans les dix prochaines années L'Autorité, organisme public autonome qui exploite le canal, avait annoncé le 10 mars ce projet de gazoduc interocéanique dans un contexte de menaces répétées du président américain Donald Trump de reprendre le contrôle de la voie d'eau. Le canal entre les océans Pacifique et Atlantique, construit par les États-Unis et inauguré en 1914, a été transféré au Panama en 1999. Le transport de gaz de pétrole liquéfié est une activité «très pertinente» car la demande «va doubler dans les 10 prochaines années» tandis que le transit de navires transportant du gaz par le canal est limité, avait précédemment expliqué le chef de l'ACP, Ricaurte Vasquez. Un oléoduc transportant du pétrole de la côte pacifique vers l'Atlantique existe depuis des années au Panama mais il n'appartient pas à l'ACP.

LE DÉBUT D'UN EMPIRE ?

OpenAI se lance dans la cybersécurité

OpenAI continue de se développer au-delà de l'intelligence artificielle. La société de Sam Altman vient ainsi d'investir dans une entreprise de cybersécurité.

ChatGPT est un produit exceptionnel, qui devrait assurer l'avenir d'OpenAI. Mais si la firme américaine peut compter sur ses talents en intelligence artificielle pour sécuriser des fonds d'une ampleur exceptionnelle, elle souhaite aussi regarder au-delà de son cœur de métier, et intégrer des projets spécialisés dans d'autres activités. C'est ce que l'on voit aujourd'hui avec cet investissement effectué à l'occasion d'une levée de fonds.

OpenAI participe à une levée de fonds de 43 millions d'euros pour Adaptive Security

L'entreprise de cybersécurité basée à New-York Adaptive Security vient d'achever une nouvelle levée de fonds, qui lui a permis de récolter 43 millions d'euros. Une opération qui marque plus le public par l'identité de ceux qui étaient à la baguette que par le montant en lui-même. En effet, ce sont les fonds d'investissement très connu dans la tech Andreessen Horowitz et OpenAI qui ont mené cette opération. Et c'est la première fois qu'OpenAI investit dans une



entreprise de la cybersécurité, comme l'a confié l'entreprise à TechCrunch.

L'IA utilisée pour combattre les attaques utilisant l'ingénierie sociale

Il faut dire qu'Adaptive Security a un lien avec l'intelligence artificielle. Son activité consiste en effet à générer grâce à l'IA des « hacks » similaires aux attaques utilisant l'ingénierie sociale menées par des escrocs contre des entreprises. Il s'agit par exemple de la très connue arnaque au président dans laquelle un escroc se fait passer pour un dirigeant afin de pousser un employé à faire une opération qui lui permettra de détourner des fonds. Adaptive Security développe de faux hacks grâce à l'IA qui permettent d'entraîner les employés à mieux reconnaître une attaque quand elle a lieu, que ce soit via un coup de fil, un SMS ou bien un mail. Les solutions développées permettent aussi d'identifier quelles sont les parties les plus vulnérables de l'entreprise afin d'entraîner les salariés en conséquence.

Source : TechCrunch

Minecraft, le film : comment une version «workprint» a pu fuiter sur les sites pirates

Quelques jours avant sa sortie tant attendue aux États-Unis, le film A Minecraft Movie a fait face à une fuite inattendue : une copie de travail inachevée, un «workprint», circule actuellement sur des sites pirates. Cette version, présentant des effets spéciaux partiellement absents, soulève des questions sur la sécurité des productions cinématographiques et rappelle des précédents notables dans l'industrie.

Une version interne et inachevée : une fuite inhabituelle

Il n'est pas rare que des films très attendus fassent l'objet de fuites en ligne pendant leur exploitation en salle. Cependant, ces copies pirates sont généralement des enregistrements réalisés directement depuis l'écran d'une salle de cinéma, appelés «cam» ou «tele-



sync". Dans le cas présent, en plus de ces versions, une copie de travail inachevée du film Minecraft circulent illégalement sur le web.

Cette version, en anglais, provient manifestement d'une source interne à la chaîne de production, on y remarque notamment des effets

spéciaux partiellement absents et un travail inachevé sur la texture ou la colorimétrie.

Warner Bros. réagit en catastrophe

Face à cette situation, Warner Bros. a réagi en envoyant plusieurs demandes de retrait DMCA pour limiter la propagation de ces copies illicites. Néanmoins, malgré ces efforts, le film continue de circuler sur de nombreux sites web, rendant le contrôle de sa diffusion particulièrement complexe. Cette fuite rappelle celle de 2009, lorsque X-Men Origins: Wolverine avait été divulgué en version workprint avant sa sortie officielle. À l'époque, le FBI était intervenu, menant à l'arrestation et à la condamnation de Gilberto Sanchez, qui avait mis en ligne le film sur Megaupload. Cependant, la source initiale de la fuite n'avait jamais été révélée.

D'où vient la fuite ?

L'incident autour de A Minecraft Movie pose de sérieuses questions sur la sécurisation des contenus en phase de postproduction. Alors que les majors investissent massivement dans la lutte contre le piratage, cette fuite souligne qu'un simple fichier non protégé, transmis via une chaîne de production internationale, peut échapper au contrôle en quelques clics. La multiplication des studios partenaires, des prestataires VFX et des sous-traitants augmente mécaniquement le risque de brèches. Et dans un contexte où la moindre fuite devient virale en quelques heures, les studios n'ont plus le luxe de l'erreur. Toujours est-il que la source de la fuite n'a pas été identifiée pour l'heure.

Source : Torrent Freak

Brèves

Donald Trump limoge le directeur de la NSA

Selon plusieurs médias américains, le général Timothy Haugh a été démis de ses fonctions qu'il occupait depuis février 2024. Il était par ailleurs à la tête des opérations de cyberdéfense du Pentagone (Cyber Command). Même sort pour la directrice adjointe, Wendy Noble qui a été réaffectée au bureau du sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement et la sécurité du Pentagone. La presse US prête à une militante d'extrême droite proche de Donald Trump l'éviction des deux dirigeants de la NSA. Les élus démocrates se sont émus de cette rumeur. « A un moment où les États-Unis font face à des cyber-menaces sans précédent (...), en quoi le fait de le licenciement met-il les

Américains plus en sécurité ? » s'est demandé sur X le sénateur de Virginie, Mark Warner.

HornetSecurity rachète Altospam

La société d'origine allemande se renforce dans la protection des e-mails. Après avoir acquis le nordiste Vade (ex Vade Secure), elle met la main sur le bordelais Altospam. Ses solutions de blocages de courriels indésirables et de phishing complèteront les outils d'analyse de Vade. La société apporte aussi de nombreuses références clients en France et en Europe (collectivités locales, entreprises, associations). Le montant de l'opération n'a pas été communiqué et elle devrait être finalisée après l'approbation des autorités réglementaires.

Windows 11 progresse

Les derniers chiffres de Statcounter montrent que l'augmentation de la part de marché de Windows 11 s'accélère, tandis que celle de Windows 10 décline. Mais ce dernier représente toujours 54,2% des machines contre 42,6% pour son successeur. Si la tendance se confirme, Windows 10 devrait passer sous les 50% de part de marché le mois prochain et Windows 11 quelques temps après. La raison de cette accélération vient de fait que les entreprises commencent à migrer pour éviter de gérer (et de payer) la fin du support de Windows 10 prévu en octobre 2025.

Android Automotive : comment Google va généraliser les dashcams sans que vous ne le voyiez

Google développe encore Android Automotive en y intégrant une application dashcam native. Une fonction qui pourrait bien généraliser l'enregistrement embarqué dans les véhicules, tout en soulevant des questions légales encore floues. Alors que la plupart des voitures actuelles disposent de caméras embarquées pour l'aide à la conduite comme la détection d'obstacle ou à l'aide au stationnement, peu d'entre elles peuvent encore être utilisées comme dashcam. Pour répondre à ce manque, Google a développé une application dashcam spécialement conçue pour Android Automotive OS. Intégrée directement au système d'exploitation des véhicules, cette appli open-source est prête à être déployée par les constructeurs. Elle exploite les API EVS (Extended View System) et Camera2 pour accéder aux caméras présentes sur le véhicule. Conçue pour être facilement paramétrable, elle autorise de nombreux réglages : durée de rétention des vidéos, gestion du stockage, personnalisation de l'interface utilisateur, etc. Les vidéos sont stockées par défaut dans un répertoire spécifique du système, mais Google recommande l'utilisation d'un support amovible comme une carte SD ou microSD pour éviter d'encombrer l'espace de stockage interne du véhicule. Cela permet également une extraction physique des séquences en cas d'accident.

Une dash-cam standard sur tous les modèles Android Automotive ?

Jusqu'à présent, les voitures équipées d'Android Automotive devaient se passer de cette fonction, faute d'un outil proposé en standard. Les constructeurs pouvaient développer leur propre application, mais peu s'y sont engagés en raison de la complexité du processus ou d'incertitudes commerciales. Avec l'application proposée par Google, cette barrière technique tombe. Reste néanmoins une condition essentielle : le constructeur automobile doit ouvrir l'accès aux caméras internes de ses modèles. Cette limitation technique rend peu probable une activation rétroactive de la dashcam sur les véhicules déjà en circulation. En revanche, les futurs modèles compatibles avec Android Automotive pourraient bénéficier de cette fonctionnalité dès leur sortie d'usine, si les constructeurs le décident.

HYUNDAI PLEOS La riposte high-tech à Tesla débarque dès 2026

À l'occasion de la conférence "Pleos 25" organisée à Séoul, Hyundai a levé le voile sur sa nouvelle marque logicielle "Pleos" et son système d'infodivertissement de nouvelle génération. Le constructeur ambitionne de faire de ses futurs voitures des plateformes numériques, tout en empruntant visiblement quelques idées à Tesla.



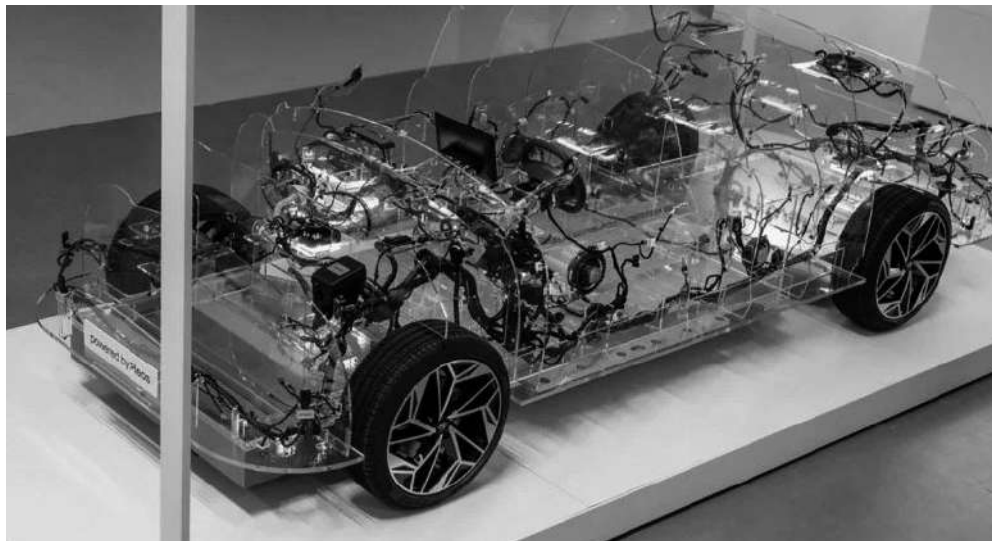
Avec l'essor des voitures électriques, les constructeurs repensent entièrement leur manière de concevoir l'automobile. De connectée aujourd'hui, la voiture tend à devenir une véritable plateforme numérique. Tesla a ouvert la voie en plaçant le logiciel au cœur de ses véhicules. Hyundai suit cette tendance avec Pleos, une nouvelle plateforme dévoilée lors de sa conférence "Pleos 25".

Hyundai Pleos, un cerveau numérique pour piloter tous les services

Pleos est donc censé combiner matériel et logiciel pour piloter les voitures de demain. Elle intègre des puces et processeurs haute performance, un système d'exploitation spécialement conçu pour les voitures, une infrastructure cloud pour gérer les données à distance, ainsi qu'un système de gestion de flotte. Hyundai y ajoute des logiciels capables d'optimiser les trajets, la logistique et bien plus encore. Cette architecture permet d'intégrer des fonctions avancées comme la conduite autonome, l'analyse des données en temps réel, la connectivité avec d'autres appareils et la planification intelligente des itinéraires. Pour cela, Hyundai équipe ses voitures d'un puissant ordinateur central (HPVC) et de plusieurs contrôleurs embarqués. Le tout est conçu pour être mis à jour facilement, comme un ordinateur, afin de faire évoluer la voiture en continu.

Pleos Connect : un système multimédia inspiré de Tesla

Le cœur visible de cette stratégie est le système d'info-divertissement baptisé Pleos Connect. Il sera disponible à partir du deuxième trimestre 2026 et devrait équiper plus de 20 millions de véhicules Hyundai d'ici à 2030. Ce système repose sur Android Automotive OS (une version spéciale d'Android adaptée aux voitures) et propose une interface qui ressemble beaucoup à celle d'un smartphone : plusieurs fenêtres peuvent s'afficher en même temps, les commandes vocales passent par l'intelligence artificielle



maison "Gleam AI", et tout est synchronisé avec le cloud. Visuellement, même si peu d'images ont été dévoilées, l'interface fait beaucoup penser à celle des voitures Tesla. On y retrouve un grand écran central flottant, des icônes, et une disposition des informations (autonomie, batterie et sélecteur de rapport) placées en haut à gauche, comme chez le constructeur californien. Cette ressemblance n'est pas sans entraîner certaines interrogations dans la mesure où l'ergonomie Tesla et tout numérique laisse dubitatif de nombreux clients. En outre, certains constructeur ayant déjà emprunté cette voie ont finalement fait marche arrière.

Pleos Playground : un environnement ouvert pour les développeurs

Hyundai veut aussi séduire les développeurs indépendants en leur proposant une plateforme de création d'applications baptisée Pleos Playground. Cette interface leur donne accès à tous les outils nécessaires pour concevoir et publier des applis directement dans les voitures Hyundai à la manière des applications de smartphone : un kit de développement (SDK) compatible Android Automotive, des bibliothèques de code, des modèles d'interface, et même un App Market embarqué.

La plateforme est également compatible avec le système Plug & Play, ce qui permet aux accessoires physiques (comme des caméras ou capteurs) de se connecter automatiquement à la voiture sans configuration complexe. L'objectif est de permettre à une communauté de développeurs d'imaginer des outils et services à bord des voitures, et créer un écosystème numérique autour de Hyundai.

Objectif conduite autonome d'ici 2027

Enfin, Hyundai a annoncé qu'il compte proposer une conduite semi-autonome de niveau 2+ d'ici fin 2027. Concrètement, cela signifie que les voitures seront capables d'analyser leur environnement avec des caméras et des radars, et de prendre seules certaines décisions grâce à l'intelligence artificielle. Le constructeur parle d'un système qui pourra gérer des scénarios complexes sur la route, comme les embouteillages ou les changements de voie sur autoroute, sans intervention du conducteur. Des fonctions que l'on commence déjà à voir chez certains constructeurs comme Volkswagen mais certains constructeurs comme BYD semblent avoir une longueur d'avance avec son système God's Eye accessible dès ses futures voitures d'entrée de gamme.

Mots fléchés

MODIFIE LA HAUTEUR ANCÊTRE DU PIANO		PARTIE DE L'OEIL FAIT VIBRER LES CORDES		QUOTE-PART MORCEAU POUR SCHUBERT		À MOITIÉ NOIRES VAGUE SPORTIVE		INSTRUMENT POUR CASSE- NOISETTE OU HARRY POTTER		TÉNOR ITALIEN		SONATE À REFRAIN MÈNE À LA BAGUETTE		PETIT CUBE COLLECTÉS		COUPÉ COURT
										VÉNÉRER						
ORNEMENT MUSICAL RÉSERVOIR								DIRIGE LE METROPOLI- TAN OPERA FIBRE TEXTILE						CARBURANT		
										DIFFICILES À JOUER						
RHÉSUS TENDENT À NOUVEAU L'OREILLE		TOUR DE TAILLE		AU-DESSUS DES ANGLAIS	MAUVAIS COMÉDIENS ENTRE DEUX NOTES											MORCEAU DEVOLON
										AU MILIEU DE LA LOGE COMPOSI- TEUR DE LOUIS XIV		BAIE AU JAPON LIQUEUR DE GENTIANE				
ANCIEN FRANÇAIS	VITESSES D'EXÉCUTION ESPÈCES SONNANTES							TÊTES COURONNÉES NÉGATION								
		ADRESSE SUR INTERNET PULVÉRISA		SOCIÉTÉ CHORALE		N'A COMPOSÉ QUE 9 SYMPHONIES		CLÉ DES CHANTS RACINE EN CONFISERIE				BASSE OBSTINÉE		AVANT JÉSUS- CHRIST		
PETIT TEMPO MORCEAU POUR CHOPIN					COMPOSI- TEUR FRANÇAIS PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ								DÉMON- STRATIF INSTRUMENT À ROUE			
								ARTICLE ÉTRANGER ÉLÉMENT DE POULIE				MONTE AU PRINTEMPS LES PAYS-BAS SUR LE WEB				HAUSSE LE TON
RÉCOLTE ANTIQUE VÉHICULE				OEUVRE D'EDVARD GRIEG									INSTRUMENT À CORDES		THALLIUM AU LABO	
				LIEU DE SÉJOUR FRACTION DE SECONDE						COMPOSI- TEUR AUTRICHIEN DANS LA GAMME						
DU BOIS POUR LES DIÈSES PRÉFIXE D'ÉGALITÉ					COMÉDIE MUSICALE DE PIANO, DANS UN FILM DE 1993							SANS VALEUR APLANIT				
			PASSAGE SOLITAIRE SÉBASTIEN INTIME					MOZART Y PLAÇA UN ENLÈVEMENT CLAVECIN							DÉPARTE- MENT N°46	
"BOULE DE NEIGE" DANS LE JARDIN	MOEURS DÉSUÊTES CHARPENTE DU PIANO			PLAQUES DE NEIGE FIXER SOLIDEMENT						ÉPREUVE DE TROT						
					POUSSE EN FORÊT GRAND FLEUVE					REPTILE				MOUSSEUX ITALIEN		OPPOSÉE À LA CANTATE
CÉLÈBRE POUR UN ADAGIO MÉDECIN SPÉCIALISTE									SECTEUR DE VENT PÉRIODE			RONGEURS ÉTENDU				
			BOISSON ROUGE ENJOUÉE				TRESSÉES DEUXIÈME SOUS SOL								VILLE DU MORBHAN	
AUTEUR D'UN BOLÉRO COUP DE BAGUETTES					FUT REM- PLACÉ PAR LE SCHERZO PETITE FORMATION								DIX À LONDRES DEVISES ROUMAINES			
		L'ITALIE SUR LE WEB GROUPE SANGUIN		PRONONCÉ				LIEU D'ENREGIS- TREMENT		MIT AU LIT LAWRENCIUM AU LABO						
MARQUE DE PIANOS COMPOSA L'OPÉRA OBERON						ORNEMENT MUSICAL								AGENT DE LIAISON		
					À LA JOIE CHEZ BEETHOVEN			ABSOLUE CHEZ CERTAINS								

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 555 blessés en 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 555 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Meghaier avec trois (03) décès et trois (03) blessés, suite à une collision entres deux véhicules sur la RN N 46, commune d'Oum El Touyouur, daïra d'El Meghaier. La wilaya de Bejaia a enregistré deux (02) décès et six (06) blessés, suite à trois accidents de la route, le 1er ayant concerné une (01) personne heurtée par un semi-remorque à l'entrée de l'autoroute, dans la commune et la daïra d'Amizour alors que le 2ème a causé des blessures à six (06) personnes, suite à une collision entre 2 véhicules, au lieu-dit "Aboudaou", commune de Thala Hamza, daïra de Tichy. Le dernier accident, ayant coûté la vie à une (01) personne heurtée par un train, est survenu au lieu-dit "Ayourassan", commune de Oued Ghir, daïra de Bejaia, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 6 avril 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COMMERCE

Les produits du monde entier visés par une surtaxe de 10% à l'entrée des Etats-Unis

Une grande partie des produits que les Etats-Unis importent du reste du monde sont visés depuis samedi par des droits de douane additionnels de 10% décidés par Donald Trump, une déflagration pour le commerce mondial qui doit s'amplifier dans les jours qui suivent. Ce plancher universel de 10%, dont certains produits sont exemptés, s'additionne aux taxes douanières qui existaient au préalable. Certains biens sont toutefois pour l'heure exemptés: pétrole, gaz, cuivre, or, argent, platine, palladium, bois de construction, semi-conducteurs, produits pharmaceutiques, ou encore minéraux introuvables sur le sol américain. L'acier, l'aluminium et les voitures importés ne sont pas non plus concernés, mais ils sont déjà visés par un taux de 25% de taxes douanières. L'addition sera nettement plus lourde dès le 9 avril pour les pays qui exportent plus vers les Etats-Unis qu'ils n'importent de produits américains. +54% au total pour la Chine (visée en plusieurs temps), +20% pour l'Union européenne (UE), +46% pour le Vietnam, +24% pour le Japon... Cela représentera quelque 80 pays et territoires, selon un document officiel publié vendredi par le gouvernement américain.

M'SILA

Remise en service de la gare ferroviaire de Berhoum après sa réhabilitation

La gare ferroviaire de la commune de Berhoum (M'sila) a été remise en service samedi, après avoir fait l'objet d'une opération de restauration et de réhabilitation. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de réouverture de cette gare, demeurée fermée pendant 30 ans, en présence du wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Adj Bouaouni, a fait état de la programmation de deux dessertes passant par cette gare à savoir celle de Batna-Alger assurée quotidiennement par un train Coradia et celle de Touggourt-Alger assuré trois fois par semaine en couchettes. M. Bouaouni a inscrit l'opération dans le cadre d'un vaste programme de la SNTF visant à réhabiliter et restaurer toutes les gares fermées à travers le pays pour les exploiter dans l'intérêt du citoyen. La société œuvre, a-t-il indiqué, "progressivement" à ajouter de nouvelles lignes passant par cette gare dont une desserte hebdomadaire reliant Berhoum directement au littoral dès le début de la saison estivale. De son côté, le wali a indiqué que ce projet permettra de "booster le secteur des transports dans la wilaya et de générer une nouvelle dynamique", affirmant la poursuite de la coordination avec les responsables de la SNTF pour programmer d'autres lignes de transport de voyageurs et de marchandises au regard de l'importance de la wilaya en tant que pôle commercial et industriel.

CONCOURS MONDIAL D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, DE PROGRAMMATION ET DE ROBOTIQUE

Participation de 445 participants aux éliminatoires nationales

Au total, 445 concurrents répartis en 166 équipes prennent part samedi aux éliminatoires nationales de la sixième édition du concours mondial d'intelligence artificielle (IA), de programmation et de robotique (CODEA-VOUR), organisées à la Faculté des sciences de l'information, de la communication et de l'audiovisuel de l'Université Salah-Boubnider (Constantine 3). Ces joutes, organisées pour la première fois sous l'égide de la Technopole de Constantine, se déroulent dans une atmosphère exaltante, empreinte de créativité et d'ingéniosité. Les participants, âgés de 7 à 18 ans, s'affrontent dans deux disciplines principales : l'innovation et l'entrepreneuriat ainsi que le défi de l'action climatique. En marge des activités de cette manifestation, le directeur de la Technopole de Constantine, Dr. Noui Belaabed, a souligné que cet événement s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et des efforts consentis par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Re-

cherche scientifique visant à ancrer la culture de l'innovation auprès des jeunes et promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat. Il a ajouté que les préparatifs, entamés depuis plusieurs mois, ont été menés avec rigueur et minutie, considérant que la tenue de cette manifestation est le fruit de l'engagement inlassable d'une équipe soudée. Le responsable a également précisé que ces éliminatoires ont été marquées par une participation massive. Dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat, on compte 7 équipes dans la tranche d'âge de 7 à 10 ans (16 participants), 31 équipes pour la catégorie des 11 à 14 ans (76 participants), et 9 équipes pour les 15 à 18 ans (19 participants). Quant à la discipline du défi de l'action climatique, elle réunit 47 équipes dans la tranche d'âge de 7 à 10 ans (129 participants), 53 équipes pour les 11 à 14 ans (153 participants), et 19 équipes pour les 15 à 18 ans (52 participants). Pour sa part, le recteur de l'université Constantine 3 a souligné que cette manifestation s'inscrit dans une dynamique de formation

d'une génération aguerrie aux technologies de la programmation et de l'intelligence artificielle (IA), et pleinement en phase avec les mutations induites par la révolution numérique. Il a précisé qu'elle vise également à diffuser une culture de l'innovation et de la créativité, et à encourager la jeunesse à s'engager avec confiance dans l'univers technologique. Le même responsable a révélé que ces éliminatoires permettront de désigner trois lauréats par discipline, lesquels représenteront l'Algérie à l'édition internationale du concours d'intelligence artificielle, de programmation et de robotique, prévue cette année au Qatar. En marge de cet événement, deux conventions de partenariat ont été signées entre l'université organisatrice et deux nouvelles entreprises issues de la Technopole de Constantine, en vue de favoriser les échanges scientifiques, la formation des étudiants ainsi que le soutien et le développement de projets innovants. (APS)

EL MENIAÂ

28 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité depuis le début de 2025

Pas moins de 28 exploitations agricoles spécialisés dans les cultures stratégiques ont été raccordées au réseau d'électricité depuis début de l'année 2025 à travers les zones agricoles de la wilaya d'El Meniaâ, rapporte samedi un communiqué de la cellule de communication de la direction de distribution de Sonelgaz. Cette opération a né-

cessité la réalisation d'un réseau de moyenne tension (MT) de 39 km, un autre de basse tension (BT) de 780 mètres linéaires, et l'installation de 26 transformateurs électriques, selon la même source. Ce projet traduit la volonté de la direction de distribution de Sonelgaz d'amélioration continue de la qualité de service, et de répondre à la demande

croissante en matière d'énergie, notamment l'électrification agricole. Un budget de 277 millions dinars a été consacré pour la réalisation de cette opération, a-t-on expliqué. Plusieurs autres périmètres agricoles à travers la wilaya d'El Meniaâ seront également raccordés au réseau électrique d'ici fin 2025, a fiât savoir le même communiqué.

MINURSO

Staffan de Mistura poursuit sa visite dans les camps de réfugiés sahraouis

L'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, poursuit, samedi, sa visite dans les camps de réfugiés sahraouis, où il sera reçu par le président sahraoui, Brahim Ghali et aura des entretiens avec des responsables sahraouis, ainsi que des visites à certaines institutions. La visite de Staffan de Mistura se poursuit, samedi, avec au programme "des entretiens politiques avec des membres de la Direction nationale du Front Polisario, la visite de certaines institutions, ainsi que des rencontres avec des femmes sahraouies",

selon le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordonnateur avec la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Sidi Mohamed Omar, cité par l'Agence de presse sahraouie (SPS). La visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général "s'achèvera dans la soirée par des entretiens officiels avec le président de la République sahraouie, Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali", a ajouté M. Sidi Mohamed Omar. Staffan de Mistura avait rencontré, vendredi, le membre du Secrétariat national du

Front Polisario, ministre des Territoires occupés et de la Diaspora, Mustafa Mohamed Ali Sidi El-Bachir, en présence de Sidi Mohamed Omar, avant de visiter plusieurs institutions de la République sahraouie. Lors de cette rencontre, il a été question des principales préoccupations du peuple sahraoui, notamment son droit à l'autodétermination, qui constitue le principal défi pour les Nations unies aujourd'hui, ainsi que de la situation des détenus sahraouis dans les geôles de l'occupant marocain et la campagne internationale pour leur libération, selon SPS.

EDUCATION

Le ministre reçoit les présidents et représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu, samedi au siège du ministère, les présidents et représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves agrées, à l'occasion de l'Aid El-Fitr, indique un communiqué du ministère. Le ministre a reçu les présidents et représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves agrées pour leur présenter ses vœux à l'occasion de l'Aid El-Fitr, précise la même source. Lors de la rencontre, le ministre leur a adressé, ainsi qu'à leurs familles, ses vœux de santé, de bien-être et de succès, priant Allah Tout-Puissant de les combler de joie, de bonheur et de prospérité, selon le communiqué.